

Edgar Cyprien

D^r Philippe TISSIÉ (de Pau)

Lauréat de l'Institut (Académie des Sciences),

Lauréat de l'Académie de Médecine.

Chargé de Mission scientifique en Suède
par le Gouvernement français.

L'ÉVOLUTION DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE EN FRANCE ET EN BELGIQUE

(1900-1910)

HISTOIRE TRISTE

(Suite à CENT ANS D'ERREUR)



PAU

IMPRIMERIE-STÉRÉOTYPIE GARET, RUE DES CORDELIERS, 11.

J. EMPÉRAUGER, IMPRIMEUR

—
1911

T1881E.



22500912689

Hommage de l'Auteur

de l'auteur

Dr Philippe TISSIÉ (de Pau)

Lauréat de l'Institut (Académie des Sciences),

Lauréat de l'Académie de Médecine.

Chargé de Mission scientifique en Suède
par le Gouvernement français.

L'ÉVOLUTION DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE EN FRANCE ET EN BELGIQUE

(1900-1910)

HISTOIRE TRISTE

(Suite à CENT ANS D'ERREUR)



PAU

IMPRIMERIE-STÉRÉOTYPAGE GARET, RUE DES CORDELIERS, 11

J. EMPÉRAUGER, IMPRIMEUR

1911

35263879



303950
Great Ble

WELLCOME INSTITUTE LIBRARY	
Coll.	welMomec
Call	pan
No.	QT255
	1911
	T61e

L'ÉVOLUTION DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE EN FRANCE ET EN BELGIQUE

(1900-1910)

HISTOIRE TRISTE

(SUITE A CENT ANS D'ERREUR) ¹

par le D^r Philippe TISSIÉ,

Président-Fondateur de la Ligue française de l'Éducation physique,

Lauréat de l'Institut (Académie des Sciences),

Lauréat de l'Académie de Médecine, etc.,

Chargé de Mission scientifique en Suède par le Gouvernement français.

INTRODUCTION

Ceci est de l'Histoire, de l'Histoire triste.

Le récit qui va suivre expose un des nombreux épisodes de la lutte engagée depuis dix ans autour de l'Éducation physique, en France et en Belgique, entre deux mentalités.

Avant d'aller plus loin nous tenons à bien établir que notre action ne s'est jamais portée contre les hommes, mais contre les idées qu'ils défendent et qu'ils veulent imposer, idées que l'expérience et le témoignage des faits scientifiques ont prouvé être erronées.

Le thème de l'action est celui-ci :

Le *Passé* se défend ; l'*Avenir* attaque ; le *Présent* s'allie tout d'abord à l'*Avenir*, il combat le *Passé* sur les premières lignes du feu, puis, tout à coup, il se replie et, par un mouvement tournant habilement combiné, fait défection, passe à l'ennemi et attaque avec lui l'*Avenir* pour le combattre très vivement.

Le *Passé*, c'est la gymnastique empirique, violente, athlétique, acrobatique, ne s'adressant qu'à l'homme jeune et, chez l'homme, qu'à une très faible minorité : celle des *gymnastes*. Cette gymnastique délaisse l'enfant, l'adulte, l'homme mûr, le vieillard et surtout la moitié de l'humanité : la femme. Cette gymnastique constitue un *sport aérien à poids lourd* dans lequel le moteur « Pesanteur » joue le principal rôle au moyen de procédés et de « trucs » personnels, permettant de faire *culbuter* le *centre de gravité* du corps *suspendu en l'air*, autour d'un point d'appui rigide ou mobile, placé au-dessus du sol. Cette gymnastique a pour principe *la loi du moindre effort en vue d'un phénoménisme de parade*. Aucune méthode ne la règle ; *aucun de ses mouvements n'est discipliné*, que les mouvements se produisent aux agrès ou dans les ensembles, où des milliers de bras ou de jambes fonctionnent en même temps sans qu'aucune raison pédagogique n'en règle la valeur physiologique.

Cette gymnastique a été appliquée pendant un siècle en France et en Belgique, on peut même dire dans toutes les nations civilisées, elle n'a pas

1. — D^r TISSIÉ. : *Cent ans d'erreur ; L'Éducation physique en France au XIX^e siècle ; Le Rôle de l'Etat ; Le Rôle de l'Initiative privée.* — Paris, Larousse, 1902.

donné de bons résultats puisqu'au bout de cent ans on cherche encore, *au moyen de cette même gymnastique défectueuse*, à relever la race. La race n'en a donc pas bénéficié ; pourquoi alors vouloir imposer toujours et quand même une méthode dont les résultats sont si négatifs ? Cette gymnastique allemande, créée par le prussien Jahn, a été introduite en France par le suisse Clias et vulgarisée par l'espagnol Amoros.

Son domaine est le cirque.

Elle donne satisfaction à l'émotivité de la foule qui la réclame comme numéro de fête publique d'où son action politique, religieuse et mercantile, non seulement en France et en Belgique, mais partout ailleurs. Les groupements gymnastes sont chez nous, à l'heure actuelle, des groupements d'électeurs présents ou futurs. Par cette gymnastique, les adversaires peuvent mieux se compter et escompter d'avance le nombre de leurs bulletins de vote respectifs, d'après le nombre des bras suspendus aux agrès, et surtout d'après la valeur des échanges commerciaux provoqués dans les villes par ces manifestations publiques ; c'est l'agence Cook du « double muscle ». Elle est protégée en France, en Belgique et en Hollande, par une *Triplice alimentaire* : vin, thé, fromage.

L'ignorance des choses physiques, la peur des coups, la veulerie, le « *je m'enfichisme* », l'arrivisme, le « *doping* » des décorations largement et pratiquement distribuées¹, etc., etc., ont contribué au développement de cette gymnastique au détriment de la race qui continue à dégénérer. La Race est sacrifiée à la culture intensive de quelques gynécomastes, ou à la cinématographie de mouvements d'ensemble désordonnés, mais accrochant l'œil de la foule incompétente et chauvine *qui veut être amusée et en avoir pour son argent*.

Des intérêts personnels, supérieurement avertis par une mentalité très déliée, à l'affût de ses désirs et de ses goûts, la servent à souhait par l'actualité sans cesse recherchée : hommes du jour en vedette, politiques, économistes, philanthropes, sociologues, tribuns, etc., ou choses nouvelles avec courants d'opinion, etc. La foule est satisfaite ! Elle a été amusée, sinon abusée.

Ces choses-là, notre intérêt personnel nous engagerait peut-être à les ignorer. La vérité n'est pas toujours bonne à dire... pour ceux qui la proclament, mais nous estimons que l'intérêt de la France, et son relèvement,

1. — On peut lire dans le *Gymnaste* du 27 mai 1903, page 1289, l'entrefilet suivant :

« UNE BIEN BONNE HISTOIRE

» Les camarades savent qu'autour de l'*Union* — et c'est ce qui fait sa force — (*sic*) se créent, ou essayent de se créer, des groupements de.... disons simplement d'impatients, pour ne pas encourir d'être trop sévères.

» Or, voici qu'un de ces groupements, dont le but n'a jamais pu être défini clairement, montre le bout de l'oreille dans le *post-scriptum* d'une circulaire récente ; il fait connaître que plusieurs camarades ont obtenu des distinctions honorifiques dans le courant de l'année.

» Or, ces camarades ont été nommés sur la présentation du Comité de permanence de l'*Union*, ou d'une de nos Associations.

» Et alors, dira-t-on....

» On nous permettra de sourire et de nous occuper de choses plus sérieuses.

» Tout le monde est fixé. »

★★

Les signes typographiques, en caractères gras, des croix et des palmes qui suivent les noms sur les listes des Comités, dans certains bulletins officiels des Sociétés de Gymnastique, produisent une impression visuelle triste.

Ce ne sont pas des Comités, ce sont des cimetières.

Comme sur les tombes, quand les croix et les palmes sont tout, l'homme n'est plus rien

Dr PH. TISSIÉ.

par une meilleure méthode d'éducation physique appliquée à la race qui dégénère et à la natalité qui décroît, prime tellement notre intérêt, même légitime, que plaçant le bien de la Patrie au-dessus de tout, nous devons parler.

L'*Avenir*, c'est la gymnastique rationnelle, éducative, à la fois pédagogique, athlétique, militaire, médicale et esthétique dont les mouvements sont *disciplinés* par une méthode sûre, ayant fait ses preuves d'excellence pendant les mêmes cent ans que nous avons perdus avec la méthode acrobatique ; ayant régénéré une race et régénérant tous les individus qui l'appliquent rationnellement, cette gymnastique s'adresse à l'enfant, à l'adolescent, à l'adulte, à l'homme mûr, au vieillard, *et surtout à la femme*. Elle peut pénétrer à la fois au foyer, à l'école, à l'association, à la caserne, à l'hôpital, au théâtre. C'est la gymnastique suédoise de Ling *imposée* à la Suède par un français, le roi Bernadotte, et ayant eu un Français émigré pour initiateur de Ling, fondateur de cette méthode.

Son domaine est la famille.

Le *Présent*, c'est la gymnastique basée sur une méthode bâtarde, éclectique dite « française », mêlant l'erreur et l'empirisme acrobatiques à la vérité éducative et y ajoutant quelques tracés graphiques de mouvements chronophotographiés d'après des sujets entraînés à la gymnastique du *Passé*. C'est une fausse interprétation de la valeur du document photographique appliqué à l'éducation physique. C'est de la mauvaise spéculation de laboratoire n'ayant aucun rapport avec la physiologie de la vraie gymnastique. C'est de « l'à peu près éducatif », quand ce n'est pas l'erreur la plus grossière, erreur d'autant plus dangereuse qu'elle vit de l'équivoque en se présentant sous les auspices d'un grand maître de la science physiologique française, du grand savant Marey, alors qu'elle même n'est que *marécageuse*, s'il est permis de dire.

Son domaine est le brouillard.

La gymnastique allemande et la gymnastique suédoise objectivent nettement les faits, aucune tromperie n'est possible ; avec la gymnastique éclectique dite « française » tout est confusion.

Ainsi, dans un film cinématographique, deux images se superposent l'une sur l'autre en vue de la transformation de « *ce qui a été* » en « *ce qui va être* ».

Nous en sommes encore, en France, à ce moment d'imprécision annonçant une transformation de l'idée physique « *qui va être* ».

Notre campagne, poursuivie depuis dix ans, n'a d'autre but que de hâter le moment de l'apparition de l'image définitivement dégagée du « flou » éclectique, provocateur de discussions d'autant plus passionnées que celles-ci ont un caractère pseudo-scientifique. Il suffit cependant d'y regarder de plus près pour constater l'illusion fantomatique. Des esprits cultivés, même des meilleurs, au nombre desquels des médecins non avertis, s'y sont laissé prendre ; tels surtout les universitaires, que leur fonction même, intellectuelle, éloigne des choses du mouvement physique.

Les militaires les ont mieux comprises, parce que leur fonction les oblige à l'action. Ils peuvent ainsi mieux comparer, par la valeur de cette action même, la valeur de la méthode qui la provoque et qui la règle. Tout est tendance dans la vie.

C'est pourquoi ce furent deux militaires et un médecin qui se rencontrèrent, à Bruxelles, un jour du mois de juin 1905 à l'occasion du Congrès Olympique, chez un français habitant cette ville, que ses devoirs appelaient à s'intéresser aux choses de l'éducation physique.

Les deux militaires étaient M. le commandant Lefebure, commandant

l'Ecole normale militaire belge de gymnastique, à Bruxelles, et M. le lieutenant-colonel Coste, commandant l'Ecole normale militaire française de gymnastique, à Joinville-le-Pont.

Le médecin était celui qui écrit ces lignes.

Aucun des trois ne se fit illusion sur les difficultés qu'il rencontrerait.

La question était si importante que la bataille méritait d'être engagée pour la vie sociale économique des deux nations et poursuivie avec ténacité, quoi qu'il advint personnellement pour chacun d'eux.

On allait combattre l'émotivité par la raison ; éduquer la foule qui se laisse piper par les grands mots et les gestes désordonnés ; ramener à une plus juste appréciation des faits les hommes égarés mais sincères ; prouver que l'éducation physique est une science très difficile, ne pouvant être abordée avec fruit que par la méthode *et surtout avec l'esprit de méthode*.

Les trois alliés n'ignoraient nullement la valeur des munitions qui seraient utilisées pour les combattre. Chacun d'eux avait pu constater par certains incidents personnels, plutôt fâcheux, qu'ils auraient affaire à forte partie et qu'étant des points de mire, ils risquaient fort d'être frappés par des armes peu courtoises. Nous avions nous-même, à l'occasion de ce Congrès, eu à prendre une détermination très grave afin de conserver toute notre liberté de conscience pour la lutte scientifique que nous allions engager. Nous savions parfaitement ce qui adviendrait ; ce qui nous est d'ailleurs advenu. Mais qu'importe, grâce à ce sacrifice, la vérité est en marche, nous pouvons aujourd'hui écrire cette étude en toute indépendance, en toute sincérité, en toute dignité, en toute loyauté.

La première grande bataille fut livrée au Congrès international d'Expansion mondiale, à Mons, en septembre 1905. Le Congrès Olympique de Bruxelles et le Congrès de l'Education physique de Liège, qui l'avaient précédée, ne donnèrent lieu qu'à des escarmouches d'approche, où les belligérants se tâtaient.

Depuis, d'autres Congrès ont été tenus. La méthode rationnelle éducative suédoise a si bien remplacé la méthode empirique allemande, qu'*aucune* voix ne s'est élevée dans *aucun* de ces Congrès et particulièrement au Congrès de l'Education physique organisé à Bruxelles, par les partisans de la méthode allemande pour la défendre, ni pour réclamer en faveur de ses agrès provocateurs à l'acrobatie.

Les partisans de la méthode *éclectique*, blessée elle aussi à mort, y ont brûlé leurs dernières cartouches, ainsi que nous allons l'établir.

Après cinq ans de bon combat, la victoire paraît se fixer au camp des trois alliés où sont venus les rejoindre, pour combattre avec eux, M. le général, docteur en médecine, Canonge ; toutes les sommités universitaires, militaires, politiques, sociologues, etc., qui constituent le Comité d'Honneur de la Ligue française ; le Comité de la Section de la Seine, etc... et surtout la Municipalité de la Ville de Pamiers qui, sous la forte et scientifique impulsion de son maire éminent M. le Dr Soula, a donné une conclusion pratique à l'œuvre des trois alliés ; puis l'*Union des Sociétés de Préparation militaire* de France qui, sous la direction pondérée de son loyal, actif et très intelligent président, M. Adolphe Chéron, étend sa bienfaisante action sur toute la France, sans bruit, mais sûrement et profondément. Cette *Union*, qui est appelée à un très grand avenir, a opté pour la méthode rationnelle suédoise. Elle l'impose à sa clientèle, celle-ci est la même que celle de l'*Union des Sociétés de gymnastique de France*.

La méthode suédoise est acceptée par cette clientèle, donc l'*Union des Sociétés de gymnastique* n'a pas le droit de dire qu'elle est obligée de sacrifier au goût de ses gymnastes afin de les conserver et de n'en pas

être abandonnée. Nous ne pouvons accepter cette raison ; elle constitue une insulte trop grave à l'égard de tous les gymnastes de l'*Union* puisque ses Directeurs les considéraient comme moins intelligents ou moins patriotes que ceux de l'*Union des Sociétés de Préparation militaire*.

En Belgique, sous la forte et tenace impulsion du commandant Lefebure, la cause est gagnée depuis le Congrès de Mons.

En France, elle l'est à peu près depuis que le lieutenant-colonel Coste a introduit la méthode suédoise à l'Ecole normale de gymnastique de Joinville ; ses ouvrages ont eu le plus grand et le plus légitime retentissement. Le *Passé* et le *Présent* sont battus, ils agonisent dans le spasme d'une suprême convulsion qu'il faut cependant surveiller de très près.

C'est à ce moment même, et avec l'arme de la calomnie, « qu'empiriques » et « éclectiques » unis dans une attaque décisive, ont voulu frapper les trois alliés, en frappant le noble et chevaleresque commandant Lefebure, au Congrès *éclectique* tenu à Bruxelles, au mois d'août dernier. Nous publions la réponse que le commandant Lefebure a adressée à M. Sluys, directeur honoraire de l'Ecole normale d'Instituteurs de Bruxelles et reproduite dans la *Revue gymnastique*, organe de la *Ligue nationale belge de l'Education physique* (décembre 1910, page 205).

M. Sluys avait pris la défense du commandant Lefebure, absent du Congrès. Autour de M. Sluys s'étaient groupés nos bons et fidèles amis et alliés de la *Ligue nationale belge de l'Education physique*, sœur de notre *Ligue française*.

M. Sluys, qui écrit l'*Histoire de l'Education physique*, fait précéder la réponse du commandant Lefebure des lignes suivantes :

« L'article que voici est d'une importance exceptionnelle. Cette importance — nous nous plaçons exclusivement au point de vue de l'*Histoire de l'Education physique*, car les personnes nous importent peu — cette importance sera saisie par tous nos lecteurs.

Il en sera de même pour les lecteurs de notre *Revue* quand, après avoir lu la réponse de M. Lefebure, ils prendront connaissance des documents personnels que nous versons au débat. Ces documents éclaireront la question physique d'un jour tout nouveau pour ceux qui ignorent les multiples embûches du combat engagé.

★★

BELGIQUE

L'HISTOIRE DE LA PRÉFACE DE M. G. DEMENY pour "l'Éducation physique en Suède" de M. LEFEBURE

Au 3^e Congrès international de l'*Education physique de la jeunesse*, un incident insolite et d'une gravité exceptionnelle s'est produit. Nous allons le narrer en ses lignes principales, afin d'éclairer l'opinion publique sur la manière dont le principal organisateur de ce Congrès, M. FOSSÉPREZ, secrétaire général, comprend ses devoirs d'impartialité et de courtoisie et aussi, en ordre principal, pour relever les accusations que M. FOSSÉPREZ a formulées contre M. LEFEBURE.

La sixième question avait pour formule dans un document distribué par les soins du Comité : *Erreurs de la méthode rationnelle en éducation physique*. M. G. DEMENY avait envoyé un rapport que le Bureau avait fait imprimer et remettre aux adhérents du Congrès. A ce titre j'en reçus deux, l'un de 16 pages, l'autre réduit à de moindres proportions.

Ces rapports contenaient des affirmations d'autant plus étranges contre le système de gymnastique de LING, que M. DEMENY, plus que personne en France, et dans de nombreux travaux qu'il a publiés, l'a préconisé avec enthousiasme et présenté comme une méthode essentiellement scientifique et pédagogique dont il demandait l'adoption pour les écoles et pour l'armée, en France.

Le 11 août, 2^e journée du Congrès, M. G. DEMENY commenta son rapport. Je demandai la parole et déclarai combien j'étais étonné d'entendre M. G. DEMENY détruire toute l'œuvre qu'il avait accomplie depuis tant d'années. Je rappelai son rapport publié à son retour d'une mission en Suède, en 1890, et ses conclusions nettement favorables à la méthode de Ling¹ ; ses livres : les *Bases scientifiques de l'Education physique* (1902) et le *Mécanisme du mouvement* (1904, 2^e édit. 1907) dans lesquels il maintient le même jugement favorable et le confirme par des preuves solides.

Je conclus : « Vous avez écrit des choses excellentes pendant toute cette période si féconde de votre carrière ; vous avez puissamment aidé à détruire le système de gymnastique française qu'AMOROS a composé et qui a fait dévier l'éducation physique dans votre pays pendant près d'un siècle. Vous avez, par vos ouvrages, prouvé le caractère scientifique et pédagogique de l'œuvre de LING et de ses disciples de l'*Institut central de Stockholm*. De toutes les pages excellentes que vous avez écrites, je vais lire la meilleure en réponse à votre rapport actuel. »

Et je lus la préface que M. DEMENY a écrite pour le livre de M. LEFÉBURE. Cette préface est résumée dans ces passages :

« A la lecture de cet ouvrage, l'on s'étonnera que le système de LING ait donné lieu à tant de polémiques violentes, alors qu'il est l'expression du simple bon sens. Lorsqu'on s'élève à un point de vue général, on ne peut s'expliquer les disputes d'écoles que par les intérêts vulgaires qu'elles froissent... »

» Ling part de principes vrais, et, dans l'application, les moyens sont toujours adaptés au but poursuivi... »

» Ce qui existe en Suède est admirable et témoigne de la sagesse et de la volonté d'un peuple fort, supérieur à nous sous le rapport de la discipline et de la conception de l'éducation physique.

» Ling a spécialement visé le milieu scolaire, d'où le souci constant de la méthode... Aussi, la gymnastique classique suédoise, parfaite au point de vue du développement et de la rectification du corps, ne saurait être accusée d'être trop exclusivement esthétique et de n'avoir qu'un effet hygiénique insuffisant... »

» Le système suédois est remarquable sous le rapport de la simplicité des exercices, de leur gradation, de leur classement ; il remplit justement les lacunes graves de nos systèmes d'éducation. Il faut donc en prendre les principes, ils ont pour base la physiologie humaine elle-même ; mais il n'est nullement nécessaire d'en suivre les applications à la lettre.

« Le système suédois constitue un travail tout fait. En accepter les exercices en donnant à ceux-ci un nom nouveau, cela importe peu, on en bénéficie toujours ; mais, sous le nom de gymnastique suédoise, enseigner des à peu près informes est chose malhonnête, parce que l'on trompe ceux que l'on devrait éclairer... »

« La méthode suédoise a toute la précision de la science ; elle pourra sans doute se perfectionner encore dans les détails, se tenir d'accord avec

(1) *L'Education physique en Suède*, par G. DEMENY, Paris, 1892.

les progrès, futurs, mais les principes et le plan en resteront immuables et mériteront la reconnaissance des peuples... »

Je terminai en constatant que lorsque M. DEMENY émettait ce jugement, il était complètement éclairé sur la question, puisqu'il l'avait étudiée d'abord en Suède, à l'Institut central, qu'il avait fait un grand nombre d'expériences physiologiques sur le travail musculaire et ses effets, et qu'il avait publié ses deux œuvres maîtresses qui sont d'importantes contributions à la gymnastique scientifique et qui confirment si complètement le jugement favorable émis par lui sur la méthode de LING.

M. G. DEMENY me demanda : « Où ai-je publié ce que vous venez de lire ? » Je lui montrai le texte en disant : « C'est la préface du livre de M. LEFÉBURE, c'est bien vous qui l'avez écrite ». — *Oui*, me répondit-il, *j'ai écrit ce que vous venez de lire, mais cette préface est incomplète, une partie en a été supprimée. Du reste, elle est de 1903, et j'ai évolué depuis ».*

Je fis observer que dans la deuxième édition du *Mécanisme et de l'Education du mouvement*, parue en 1907, M. DEMENY, après avoir condamné la gymnastique des sociétés belges (le système HAPPEL) fait cette déclaration :

« Autre chose est le système de LING, auquel nous avons fait de larges emprunts, nous réservant de les justifier et de les compléter. Les principes de la méthode suédoise sont la nature humaine elle-même, on ne peut que s'y soumettre. On en critiquera les détails dans l'application, mais toutes objections devront être faites dans le même esprit et par l'accord parfait entre les moyens et le but. *C'est le seul système ayant un plan et qui tient debout, c'est là sa force.* »

Cette lecture faite, M. DEMENY s'écria :

« J'ai évolué depuis 1907 ! » — « Soit, lui dis-je, mais je reprends pour mon compte votre préface de 1903 et vos déclarations de 1907, car elles répondent victorieusement aux attaques contre le système de LING de votre rapport à ce Congrès. »

Jusqu'à ce moment, tout avait été normal et correct. M. G. DEMENY était dans son droit en exposant des vues en contradiction avec celles qu'il avait soutenues antérieurement. J'étais dans le mien en déclarant que je reprenais ses premières thèses pour mon compte personnel, parce que je les trouvais irréfutables. La discussion était absolument courtoise et ne s'était pas écartée du sujet en discussion.

C'est à ce moment que se produisit, à la stupéfaction générale, un incident grave.

M. FOSSÉPREZ prit la parole et affirma que la préface de 1903 ne pouvait être citée, parce que M. LEFÉBURE avait falsifié et tronqué le texte de M. G. DEMENY. Il déclara qu'il avait vu le manuscrit primitif chez M. LEFÉBURE même et que celui-ci l'avait modifié complètement à l'encre rouge, qu'il en avait supprimé plusieurs passages, sabrant à travers le travail de M. DEMENY et déclarant qu'il n'en publierait que ce qui lui convenait. Il lui aurait même reproché cet acte.

Cette déclaration provoqua une vive agitation dans l'assemblée. Je protestai contre le procédé incorrect de M. FOSSÉPREZ qui, dans une question ne concernant que les thèses de M. G. DEMENY et malgré que celui-ci eut déclaré qu'il avait bien écrit en 1903 ce que j'avais lu, introduisait dans le débat une violente attaque contre un tiers absent et l'accusait d'avoir de propos délibéré, falsifié et tronqué un texte, sans qu'il fut possible à M. LEFÉBURE, absent, de répondre sur l'heure à cette allégation.

La séance fut brusquement levée au milieu de l'émotion générale et les membres du Congrès se rendirent à une démonstration pratique.

Le lendemain, les nouvelles thèses de M. G. DEMENY furent discutées et l'un des membres de l'assemblée démontra, texte du guide officiel suédois en main, que les critiques qu'il avait formulées n'avaient aucun fondement sérieux.

Des membres du Congrès étaient venus me trouver le jour de l'incident pour me remercier d'avoir protesté contre les paroles du secrétaire général ; ils étaient d'avis que M. LEFÉBURE devait être averti de ce qui s'était passé, afin qu'il put défendre son honneur. Nous nous rendîmes chez lui : malheureusement il était en voyage. Nous lui adressâmes un télégramme et je lui écrivis une lettre qui ne le touchèrent que le surlendemain, par suite d'une erreur d'adresse.

M. LEFÉBURE répondit le 13 par ce télégramme que je reçus à l'Exposition même, quelques instants avant l'ouverture de la dernière séance :

« Je possède à la disposition du gouvernement qui patronne le Congrès que » préside M. FOSSÉPREZ la préface de M. DEMENY, avec les dernières corrections » faites de sa main, ainsi que la date et la signature. La préface de mon » ouvrage en est la reproduction textuelle. Toute autre déclaration est impos- » ture et je la méprise.

LEFÉBURE.

Je vis M. FOSSÉPREZ et lui dis : « Voici un télégramme de M. LEFÉBURE protestant contre votre accusation qu'il qualifie d'imposture. Vous pourriez retirer vos paroles et les regretter, sinon j'aurai le devoir de lire ce télégramme au Congrès, car celui que vous avez outragé doit pouvoir vous répondre devant ceux-là mêmes qui ont entendu votre attaque. »

M. FOSSÉPREZ, furieux, me répondit : « Je ne retirerai rien ! Je me f... de LEFÉBURE » ! Et il s'éloigna.

Quelques instants après, la séance de clôture fut ouverte par M. V. DESGUIN qui n'avait pas assisté à la séance où l'incident s'était produit et qui m'a écrit depuis qu'il ne connaissait que vaguement celui-ci par une conversation qu'il avait eue au déjeuner, immédiatement avant la séance de clôture.

Cette séance fut lamentable. Elle ne dura que quelques minutes. Le Bureau avait visiblement le désir d'étouffer le débat sur l'incident, tant était gênante la situation dans laquelle il avait été mis par son secrétaire général.

Le Président prononça quelques banales paroles de remerciements aux congressistes, ajouta qu'il regrettait de ne pouvoir soumettre à l'Assemblée les conclusions des délibérations des sections, le Secrétaire ayant oublié chez lui le texte de ces conclusions, puis il déclara brusquement que la séance était levée et s'en alla suivi du Bureau...

Les membres du Congrès, qui n'étaient pas dans le secret de cette manœuvre de retraite rapide exécutée par le Bureau, et surtout les délégués étrangers étaient stupéfaits. Ces derniers avaient préparé, selon l'usage, des discours pour remercier le gouvernement patronnant le Congrès, mais pas un seul n'avait pu prendre la parole ! Le 3^e Congrès se terminait dans une fâcheuse débâcle de ses organisateurs.

A l'instant où le Bureau se levait, je protestai, mais vainement, contre ce procédé incroyable et je dis que comme le Secrétaire général, M. FOSSÉPREZ, avait attaqué outrageusement dans une séance précédente un absent, l'honorable major LEFÉBURE, la réponse de celui-ci aurait dû être lue au Congrès et que j'avais prévenu avant la séance le Secrétaire général que je donnerais lecture du télégramme que j'avais reçu. Je lus ce télégramme au milieu d'une violente agitation : des membres du Bureau et des thuriféraires de M. FOSSÉPREZ criaient, hurlaient, frappaient des

pieds, secouaient les chaises pour couvrir ma voix. M. FOSSÉPREZ s'écria, au milieu du bruit, qu'il maintenait ce qu'il avait dit !

Avant de partir, la plupart des délégués étrangers prirent copie du télégramme de M. LEFÉBURE, leur intention étant de faire connaître dans leurs rapports ce qui s'était passé au Congrès. Ils manifestaient hautement leur indignation contre le Bureau qui avait empêché la lecture de ce télégramme.

Tel fut l'incident qui se produisit au 3^e Congrès. Nous ne le commenterons pas. Nous publions les lettres que M. LEFÉBURE nous a adressées. Elles mettent à néant les accusations téméraires de M. FOSSÉPREZ.

Elles établissent la parfaite correction des actes de M. LEFÉBURE. Elles éclairent sur la mentalité de ses adversaires. La cause que nous défendons avec désintéressement ne peut que gagner à la publication de ces lettres. Cette cause a été desservie par des hommes qui n'ont pas su la comprendre dans son ampleur et dans son objectivité et qui y ont introduit des éléments personnels de nature à la faire dévier du but. A chacun la responsabilité de ses actes.

A. SLUYS.

I. Lettre de M. Lefébure à M. Sluys.

Bruxelles, le 7 Septembre 1910.

Monsieur SLUYS,

J'ai l'honneur de vous adresser mes bien vifs remerciements pour l'empressement que vous avez mis à me faire part des propos tenus à mon égard par M. FOSSÉPREZ, inspecteur de la gymnastique et Secrétaire général du 3^e Congrès international de l'Éducation physique, à Bruxelles.

J'ai appris avec satisfaction que vous aviez reçu en temps opportun ma réponse télégraphique à votre lettre express du 11 Août et n'ai été nullement surpris que le Bureau du Congrès en ait empêché la lecture, la mentalité de M. FOSSÉPREZ m'étant connue depuis le Congrès olympique de Bruxelles, en Juin 1905, au cours duquel j'ai dû protester, avec succès d'ailleurs, contre la façon tendancieuse dont il avait rédigé les procès-verbaux des séances de la section de gymnastique. C'est la raison pour laquelle je me suis abstenu de faire partie du Congrès de Liège, en Août 1905, comme de celui qui vient d'avoir lieu à Bruxelles, n'ayant fait exception que pour celui de Mons, en Septembre 1905, pour lequel j'ai cédé aux instances du Ministère des Sciences et des Arts, qui m'a fait l'honneur de me désigner comme rapporteur des sous-sections d'enseignement moyen et supérieur pour l'éducation physique.

M. FOSSÉPREZ m'a donc accusé publiquement et en mon absence d'avoir systématiquement falsifié et tronqué le texte de la préface que M. DEMENY a écrite en 1903 pour mon ouvrage de propagande, *l'Éducation physique en Suède*, acte déloyal qu'il m'aurait en vain vivement reproché, étant chez moi, en 1903.

Je me bornerai à répondre en vous soumettant la reproduction photographique de la lettre que M. FOSSÉPREZ m'a écrite en Janvier 1903 et dans laquelle vous lirez qu'il *approuve lui-même, et sans réserve, les modifications que je proposais à M. DEMENY d'apporter à son texte primitif, qui m'est d'ailleurs revenu de Paris, corrigé et modifié de la main de M. DEMENY lui-même, accompagné de ses amitiés mentionnées au dos du document.*

Vous m'assurez que M. G. DEMENY a tenu à déclarer au Congrès que la préface qui figure dans mon ouvrage est bien de lui, mais qu'une partie du manuscrit en avait été supprimée.

Il n'y a aucun doute à cela, et c'est M. DEMENY lui-même qui a décidé de supprimer de sa préface le paragraphe relatif aux applications militaires de la gymnastique, comme en témoignent les deux lettres, dont je vous soumetts également la reproduction photographique.

M. DEMENY ne m'a jamais exprimé le regret d'avoir fait lui-même la suppression d'un passage dont je tiens à donner le texte littéral. Le voici :

« LING n'a pas beaucoup touché à l'application utile de la force, et si, chez
» nous, nous commettons souvent l'erreur de vouloir développer la jeunesse en
» lui imposant des exercices d'application bons pour des adultes, détestables
» pour des enfants en croissance, ce qui revient en somme à commencer par
» la fin, LING a pu commettre celle de vouloir introduire dans les exercices
» militaires ou d'application les principes de la gymnastique de développe-
» ment, en imposant des attitudes esthétiques dans les sauts et autres mouve-
» ments de pure utilisation pratique de la force.

» En réalité, les lois qui régissent ces deux parties de l'éducation physique
» sont distinctes.

» Si la dépense d'énergie demandée dans les exercices esthétiques retentit
» sur le développement normal du corps, dans l'application de la force la
» dépense d'énergie doit être uniquement employée à l'acte voulu, locomoteur
» ou défensif. C'est l'économie qui doit y présider, l'économie non point sous
» forme de mollesse, mais se manifestant par l'utilisation complète de l'effort.
» Il n'est pas douteux que l'emploi d'une partie de l'énergie à l'attitude esthé-
» tique contrarie l'utilisation économique et gêne le mouvement.

» On ne peut ni sauter bien ni effectuer une chute convenable, ni grimper,
» ni se rétablir sur les mains, en étant gêné et préoccupé par une attitude
» esthétique, en cherchant à maintenir le corps droit et la poitrine ouverte.
» Un boxeur qui se découvrirait sous prétexte de développer la poitrine serait
» vite puni de son manque de prudence et pourrait justement s'attaquer aux
» lois de l'esthétique. »

Je pensais, et j'avais objecté à M. DEMENY, qu'une bonne gymnastique rend
aisée les applications militaires et sportives dans une bonne attitude générale,
celle-ci étant le résultat d'un bon équilibre musculaire que procure la gym-
nastique suédoise, de même qu'une bonne éducation littéraire donne de la
correction au discours, même improvisé.

M. DEMENY n'était pas de cet avis, mais n'a pas insisté ; il a supprimé le
texte controversé par mesure de conciliation.

Je dois ajouter que M. DEMENY m'a également fait le plaisir de supprimer
de sa première préface une autre partie du texte, à *ma demande et par égard*
pour M. FOSSÉPREZ, inspecteur de la gymnastique dans les écoles ; ce texte, le
voici :

« Heureusement la classe intelligente de l'armée prend la direction de la
» jeunesse, c'est une garantie d'avenir. L'instruction publique secouera son
» inertie invétérée parce que l'armée l'y forcera. Des livres comme celui de
» M. le commandant LEFÉBURE contribueront à cette évolution. »

Je tiens à déclarer que je reste fort reconnaissant à M. DEMENY d'avoir écrit
pour mon ouvrage de propagande, en Belgique, son admirable préface, et cela
d'autant plus qu'il m'avait écrit peu de temps auparavant qu'il était obligé de
ne parler que fort peu en France de la méthode suédoise, sous peine d'être
taxé d'antipatriotisme et de se voir jeter la pierre.

J'ai préféré proclamer sans détour la vérité, et m'en suis en général fort bien
trouvé durant la campagne de propagande que j'ai entreprise pour la rénova-
tion de l'éducation physique en Belgique ; je n'ai eu à résister surtout qu'à la
néfaste mentalité de M. FOSSÉPREZ.

Celui-ci écrivait le 15 Juillet 1903 dans le livre d'or de l'Ecole normale de
gymnastique et d'escrime que je commandais à cette époque.

« Par l'union de tous les efforts et de toutes les bonnes volontés, l'éducation
» physique rationnelle de la jeunesse triomphera de l'ignorance et de la
» routine. L'armée et l'école, en se donnant la main, assureront ce triomphe. »

J'ai appris depuis que la main que me tendait M. FOSSÉPREZ n'était pas
loyale.

M. DEMENY, jusqu'en 1903, a contribué théoriquement à réformer les prin-
cipes de l'éducation physique en France. M. FOSSÉPREZ n'a guère fait que
s'efforcer d'entraver tout progrès en Belgique.

En terminant, je tiens à vous déclarer combien j'ai été heureux de participer
aux travaux du premier *Congrès international d'Education physique* organisé

à Bruxelles, en Août dernier, par les vaillants membres de la *Ligue nationale belge de l'Education physique*; je rends hommage au caractère courtois et scientifique des délibérations qui n'avaient d'autre but que le bien de la jeunesse.

Veuillez agréer, Monsieur SLUYS, l'assurance de ma considération bien distinguée.

MAJOR C. LEFÉBURE.

Paris le 29 Janvier 1902

Mon cher Commandant

Je vous envoie sans la plus
petite formalité que vous pourrez
rapporter telle quelle & elle vous
convient - Je vous serai
obligé de m'envoyer la réponse
avant le 15 jour et je vous en
remercie avec bien de plaisir

Reine aux armées

J. Demeny

Le 31 Janvier 1803

Mon cher Commandant

Je Vous renvoie immédiatement la note
avec modification J'ai eu et de pressé

Les temps venant que je n'avais pas
la libre, j'y ai fait la correction demandée
et j'ai même supprimé tout le passage
relatif à l'application militaire au service
de la République ailleurs. Elle peut vous
diffuser et j'espère vous consacrer un jour.
J'ai tout le obtenu pour cela.

Je vous prie de m'excuser si je vous renvoie
le travail ainsi et fort malpropre, j'en
vainement par le temps de le copier.

Espérant que vous êtes content du résultat de vos
efforts. Je vous envoie avec mille compliments
pour leur réussite

J. Delucq



BRUXELLES, le 29-1-03

FÉDÉRATION ROYALE
des Propagateurs
DE LA GYMNASTIQUE SCOLAIRE

Mon cher Commandant

 Je trouve parfaitement justifiées
les modifications que vous proposez
au texte de M. Remeny.

Evidemment, dans l'application,
on peut apporter des amplifications
à la méthode suédoise; je pense
comme je vous l'ai dit, qu'il peut
y être fait utilement des additions,
mais celle-ci ne tendent aucunement
à modifier, voire à com-
pléter le système. Celui-ci et doit
rester ce qu'en nous-mêmes nous
reconnaissons comme le bon,
mais ce bon peut et doit su-
bir des transformations, ou
variations adaptées aux
circonstances, aux effets à
produire. Chacun le fait tel,

son penchant et surtout ~~chez~~
les besoins des siéges auxquels
il applique le système. Il
est certain que si j'avais à
enseigner à deux classes d'élèves,
l'une composée de fils de cultivateurs
ou de terrassiers l'autre de fils
de gens de bureau, je modulerais mon enseignement en
conséquence, tout en main-
tenant le thème constant.

Si je puis rapporter brièvement
ce que se trouve dans le traité
secrétaire et ce que j'ai vu
faire pour les secrétaires, entre autres
occupations de 1880 et 1898, je
pourrais comme M. Bernier
à recueillir l'opinion de
leur savoir de certaines attitudes
dans un certain nombre de cas.
Je les appellerais : tels le sautoir.
Mais la photographie qui

vous m'avez fait voir, ont mo-
difié mes opinions à cet égard,
parce que je n'y ai pas trouvé
la même tendance. Cela me
paraît qu'en Suisse même,
malgré la rigueur de l'ensei-
gnement donné à l'école, et
à se présente d'importantes varié-
tés tenant au professeur -
C'est d'ailleurs ainsi partout
et en tout.

Comme j'ai vu l'an 54, et
j'aimerais voir la pratique
plus fauvie d'éducation, d'ici
qui ne se verraient l'admettre
les Suédois, - mais encore
une fois, ceci est question
de tempérament et de point
de vue. C'est aussi une ques-
tion d'harmonisation avec
le système d'éducation civil.
actuelle. Quant à ce

conclusion, comme le fait Berny
à l'existence de trois différents
seins le pense pas. applica-
tion autres tout au plus.

Le cours, en soi, de note le
sports, et reste absolument
sur le terrain de la gym-
nastique.

Le pense que Berny ne fera
pas de difficulté à modifier son
travail selon votre désir. Je
y gagnerais en clarté et
en vérité.

Merci pour les corrections
recues sur l'épreuve. Je
tacherai de réaliser votre
idée quant aux propositions
contenues dans votre lettre.

Bien à vous
A. Fournier

II. Lettre de M. Lefébure à M. Sluys.

Bruxelles, le 20 Septembre 1910.

Monsieur le Directeur,

Je viens de recevoir de plusieurs membres belges et étrangers du *Troisième Congrès international de l'Education physique* de Bruxelles, des lettres de protestation indignée contre les déclarations diffamatoires faites contre moi et en mon absence, par M. FOSSÉPREZ, inspecteur de la gymnastique et secrétaire général de ce Congrès, lettres dans lesquelles ils décrivent la triste impression produite par les deux séances tumultueuses qui en sont résultées et qu'ils comparent à la dignité et à la parfaite courtoisie qui n'a cessé de régner pendant les séances du premier *Congrès international de l'Education physique*, organisé peu de jours auparavant par la *Ligue nationale belge de l'Education physique*.

Mais dans leurs lettres, plusieurs d'entre eux attirent mon attention sur l'ouvrage publié par M. G. DEMENY en 1909, *l'Ecole Française*, dans lequel cet auteur me prend vivement à partie, m'accusant d'avoir tronqué sa préface. Ils m'assurent que ces accusations sont exploitées dans leur pays par les adversaires de la réforme de l'éducation physique qui veulent le maintien de la gymnastique allemande ou amorosienne aux agès.

Je reçois ainsi de la Hollande et de la Suisse, confirmation de ce que m'a écrit le général CANONGE pour la France et vous-même pour la Belgique.

Bien que je me sois jusqu'aujourd'hui scrupuleusement interdit de faire aucune polémique personnelle, je me vois dans l'obligation morale de répondre à ces accusations que j'avais cru d'autant plus pouvoir dédaigner qu'elles sont invraisemblables ; mais l'intérêt de la cause du progrès en éducation physique rend nécessaire une réponse.

Comme M. DEMENY, page 133 de son ouvrage de 1909, je dirai : « Si je dédaigne les attaques personnelles, je ne puis laisser détruire mon œuvre, je la défends contre les attaques injustes. »

Je lis d'abord, page 125 de *l'Ecole Française* : « La préface écrite en tête du livre sur *l'Education physique en Suède* du commandant LEFÉBURE n'est pas toute ma préface, elle a été tronquée et les observations qui n'étaient pas favorables au système suédois ont été enlevées.

« Pour éclairer le lecteur, voici les passages de ma préface supprimés par le commandant LEFÉBURE. »

Le texte qui suit¹, sauf quelques ajoutés sans importance, figurait en effet dans le projet primitif de préface qui m'était soumis par M. DEMENY ; mais comment concevoir que M. DEMENY, jusqu'en 1905, m'ait adressé tous ses ouvrages avec une dédicace sympathique, et qu'en 1909, sans préavis, il m'accuse d'avoir tronqué une préface *modifiée de commun accord* en 1903, et dont il avait conservé la copie du texte primitif ?

Pour confondre M. DEMENY, il suffit de lire sa lettre datée du 31 Janvier 1903, dans laquelle il m'écrit qu'il apporte au manuscrit de la préface les corrections demandées et qu'il supprime tout le passage relatif aux applications militaires, sur lesquelles nous ne sommes point d'accord. Vous possédez la reproduction photographique de cette lettre, jointe à celle que je vous ai écrite le 7 Septembre dernier pour démontrer la fausseté et la duplicité des accusations analogues faites contre moi par M. FOSSÉPREZ, allié de M. DEMENY et secrétaire général du 3^e *Congrès international de l'Education physique*.

Voici d'ailleurs ce que j'avais écrit à M. DEMENY en 1903, pour le convaincre de la nécessité d'apporter certaines modifications au texte primitif de sa préface. Après lui avoir dit que je considérais comme inopportun d'introduire des questions personnelles en y parlant de l'intransigeance des successeurs de LING, de l'œuvre duquel il était admirateur absolu, je disais :

« En ce qui concerne les applications du système, notamment dans l'armée suédoise, je ne puis me ranger à votre appréciation et je pense qu'aucune

(1) Ce texte figure *in extenso* dans ma précédente lettre du 7 Septembre.

personne ayant vu appliquer la méthode ou ayant lu les ouvrages dans la langue originale ne partagera votre avis. En effet, chaque régiment de l'armée suédoise possède non seulement un superbe gymnase ou un portique, mais une lice complète d'obstacles au moins aussi importants et aussi variés que ce que j'ai pu voir à Joinville-le-Pont. Quant à l'exécution des applications sportives, les races scandinaves suivent de près les races anglo-saxonnes pour la force, l'agilité et le sang-froid. Je pense aussi que les belles attitudes ne gênent, dans l'utilisation pratique de la force, comme d'ailleurs dans les exercices d'adresse et d'agilité, que les personnes mal conformées, trop faibles pour produire l'effort demandé, ou ayant *subi* un mauvais système d'éducation physique pendant la jeunesse, cas général dans les pays de race latine.

» La statuaire grecque et romaine, les sportsmen anglo-saxons et surtout les scandinaves en constituent la preuve.

» Rendez-vous cette année à Christiania aux fêtes scandinaves de gymnastique et de sports, et vous en reviendrez convaincu que l'éducation physique rationnelle et l'utilisation pratique de la force ne sont nullement régies par des lois distinctes. »

Mais, dans son ouvrage de 1909, M. DEMENY fait suivre le texte supprimé par lui-même de sa préface à la suite de ma correspondance, des réflexions suivantes qui présentent un caractère spécial de gravité, au point de vue de la sincérité de la propagande que j'ai faite en Belgique pour rénover l'Education physique :

« J'ai compris, depuis, les raisons pour lesquelles le commandant LEFÉBURE » avait supprimé ces passages de ma préface, *le souci de l'auteur n'était pas de répandre librement la vérité*, mais d'implanter en Belgique, *et de là en France*, le système suédois. »

M. DEMENY fait donc suivre une affirmation dont sa propre correspondance démontre la fausseté, comme le prouve sa lettre du 31 Janvier 1903, dont vous possédez une épreuve photographique, d'une appréciation blessante pour ma loyauté ! Ma réponse sera plus décisive encore, car voici le texte d'une lettre que M. Demeny m'écrivait le 31 Janvier 1901, en réponse à quelques remarques que m'avait suggérées la lecture de la deuxième édition de son manuel de gymnastique, *Guide du Maître chargé des exercices physiques dans les écoles publiques et privées*, livre qu'il venait de m'adresser et dont il est l'auteur :

« Je connais toutes les défauts du petit manuel que vous avez lu. Il » pourrait être plus complet dans les modes d'application. S'il est resté res- » treint, la raison en est due au milieu spécial dans lequel je me trouve, triste » milieu comme vous avez pu en juger. J'ai dû autant que possible utiliser le » matériel des écoles, et éviter de construire de nouveau. J'ai dû, et je l'avoue » timidement, ne parler que fort peu des choses suédoises, de peur d'être taxé » d'anti-national et de me voir jeter la pierre.

» Cela aurait été tout autre si j'avais écrit pour vous, ou pour des hommes » amis du progrès et de la vérité.

» Je reconnais donc vos observations et dans le prochain travail que je vais » publier, relatif à mes cours, *je redeviendrai libre comme j'aime l'être.* »

Je vous adresse également une copie photographique de ce document qui dépeint de façon remarquable la mentalité de mon diffamateur, mentalité très analogue à celle de M. FOSSÉPREZ, son allié en Belgique.

M. Georges DEMENY, chef de laboratoire de la station physiologique, professeur des cours d'éducation physique de la Ville de Paris, professeur de physiologie appliquée à l'école normale militaire de Joinville-le-Pont et directeur du cours normal destiné aux professeurs de l'enseignement secondaire dans les établissements de l'Etat en France, m'écrit l'année même où il place tous ces titres sous la signature qui figure sur la dernière épreuve de la préface qu'il m'accuse aujourd'hui d'avoir tronquée, que *« c'est à un triste milieu qu'il doit s'adresser pour réformer l'éducation physique en France, que son ouvrage aurait été tout autre s'il l'avait écrit pour moi ou pour des hommes amis du progrès et de la vérité ! »*

M. DEMENY, dès 1901, base sa propagande sur la crainte de proclamer à ses

compatriotes « la vérité suédoise », de peur d'être accusé d'anti-nationalisme et de se voir jeter la pierre ! Ces concessions au chauvinisme au détriment de la vérité scientifique et de la loyauté internationale font qu'il lui devient de plus en plus difficile de se ressaisir, comme il le désirait encore en 1901. Ne pouvant plus se dégager de cette voie peu courageuse, peu digne d'un patriote et d'un homme de science, au lieu d'éduquer ce qu'il croit devoir appeler le « *triste milieu auquel il doit s'adresser* », il subit son influence et finit par se croire obligé, en 1909, de renier son passé, de bafouer et de diffamer ses anciens alliés dans son ouvrage *l'Ecole Française*, qu'il regrettera certainement un jour d'avoir écrit, car la navrante impression que m'a laissée sa lecture est ressentie par d'autres que par moi.

Le 4 août 1904, un an après avoir reçu l'exemplaire de mon ouvrage contenant sa préface, M. DEMENY m'écrivait encore pour me remercier de l'envoi des documents photographiques que je lui avais adressés concernant les résultats obtenus par l'application de la méthode de LING à l'Ecole normale de gymnastique de l'armée : « Merci pour votre envoi et pour les idées que cela suggère. Nous travaillons tous très fort. — Vous êtes heureux d'être votre maître chez vous. »

M. DEMENY avait déjà dû reconnaître, en septembre 1905, à la suite des articles critiques publiés par M. le docteur TISSIÉ dans la *Revue Scientifique*, que le Manuel de gymnastique qu'il avait élaboré en 1902 pour l'armée française était une œuvre hâtive ! Le *Manuel scolaire du Maître* de 1901, une œuvre timide faite pour « *un triste milieu ennemi du progrès et de la vérité* » ! Le *Manuel de l'armée*, « une œuvre hâtive » ! Est-ce bien ainsi que doit agir un homme de science qui veut éclairer ses compatriotes et réformer les méthodes d'éducation physique de sa patrie ?

La conduite de M. DEMENY justifie ce qu'écrivait en 1905 M. le colonel COSTE, de l'état-major de l'armée française, après le séjour d'un mois passé à l'Ecole normale d'escrime et de gymnastique de Bruxelles pour y étudier, avec l'autorisation du Ministre de la Guerre, l'organisation et les méthodes nouvelles que j'avais reçu mission en 1902 d'introduire dans ces établissements d'instruction militaire.

« Dans le récit que le capitaine LEFÉBURE me fit avec une inlassable complaisance des péripéties de sa longue campagne pour la propagation de la gymnastique suédoise, j'ai vécu pour ainsi dire les phases de la lutte que j'aurai à soutenir en France. Ses conseils m'ont armé de patience et de volonté ; ils ont affermi ma foi dans la grandeur de l'œuvre entreprise et m'ont inspiré la plus profonde estime pour l'homme qui a pu le premier accomplir chez nous cet effort d'intelligence, de courage et de véritable humanité. »

M. le colonel COSTE, qui a eu comme moi-même l'honneur d'être bafoué par M. DEMENY dans son ouvrage de 1909, croyait que l'on pouvait réformer l'éducation physique en France en proclamant sans détours la vérité scientifique et sans démarquer et dénaturer la gymnastique suédoise.

M. le colonel COSTE m'écrivait encore en 1905.

« Je n'oublierai jamais comment le capitaine LEFÉBURE a accueilli le camarade de France, qui tentait de faire pour son pays ce que la Belgique avait déjà vu réaliser par ses efforts. »

C'est précisément cet acte de loyale camaraderie envers le commandant de l'Ecole normale de gymnastique et d'escrime de Joinville-le-Pont, et alors, à ce titre, chef de M. G. DEMENY, que me reproche celui-ci lorsqu'il écrit dans son ouvrage :

« Le but du commandant LEFÉBURE n'était pas de répandre librement la vérité, mais d'implanter en Belgique et de là en France, le système suédois. »

La France possédait depuis longtemps un homme qui a courageusement proclamé à ses compatriotes la vérité scientifique, sans crainte de se voir taxer d'anti-national et de se voir jeter la pierre, M. le docteur TISSIÉ, qui, par ses travaux scientifiques personnels, ses écrits et son œuvre admirable de la *Ligue Française de l'Education physique*, répand lentement, mais sûrement, son action bienfaisante dans les sociétés et les milieux scolaires de France.

La France possède encore le colonel COSTE, qui a contribué à la réforme du

règlement de 1902 et obtenu du Gouvernement que tous les instituteurs, pendant la durée de leur service militaire, fussent tenus de suivre un cours de trois mois à l'Ecole normale de Joinville pour s'assimiler la gymnastique éducative basée sur la méthode suédoise.

J'ai pu rendre à ces messieurs quelques services et mériter leur amitié ; je m'en honore.

M. DEMENY, page 131 de son ouvrage *l'Ecole Française*, publié en 1909, croit me discréditer davantage encore en publiant des extraits de lettres particulières dans lesquelles je le remercie de l'aimable envoi de ses ouvrages et le félicite de ses efforts. Il en conclut que « tout dans ma correspondance remplie d'éloges même exagérés, indique des rapports d'élève à maître ».

Oui, des éloges même exagérés, dont le but était d'encourager M. DEMENY à persévérer dans les intentions formulées dans sa lettre du 31 janvier 1901, dans laquelle il me promettait « d'être moins timide et de s'exprimer plus librement dans ses prochaines publications en ce qui concerne la vérité suédoise. »

Pour ce qui concerne les rapports d'élève à maître, cette lettre du 31 janvier 1901 vous aura déjà montré dans quels termes le « maître » M. DEMENY promettait à son élève d'être « plus sincère à l'avenir » et reconnaissait ses justes observations.

M. DEMENY croit encore nécessaire de déclarer que j'ai attendu ses ouvrages pour établir mes travaux.

Etrange déclaration sous la plume d'un homme qui croit devoir me reprocher d'avoir imposé à la Belgique la méthode suédoise pure et simple qu'il déclare aujourd'hui être arriérée d'un siècle !

M. DEMENY oublie d'ailleurs qu'il est venu en compagnie de M. FOSSÉPREZ prier l'élève LEFÉBURE, à Bruxelles, de les aider à défendre la méthode suédoise au Congrès de Paris en 1900, ce que l'élève fit de la meilleure grâce du monde en donnant aux congressistes une conférence spéciale documentée par la projection des clichés photographiques rapportés de Suède, où l'élève avait eu l'honneur d'être envoyé en mission pendant une année par le gouvernement de son pays.

M. DEMENY écrivait dans le texte primitif de sa préface de 1903, en parlant de l'élève :

« Heureusement la classe intelligente de l'armée prend la direction de la jeunesse ; c'est une garantie d'avenir. L'instruction publique secouera son inertie invétérée parce que l'armée l'y obligera. Des livres comme celui de M. le commandant LEFÉBURE contribueront à cette évolution. »

L'auteur de ces lignes oublie de citer ce paragraphe parmi ceux dont j'aurais tronqué sa préface ; c'est cependant le seul texte que je lui aie nettement demandé de supprimer, parce que je le jugeais blessant, principalement pour M. FOSSÉPREZ ! Détail intéressant : c'est précisément ce même fonctionnaire belge, inspecteur de la gymnastique dans les écoles au Ministère des Sciences et des Arts, qui a cru devoir affirmer en mon absence et en présence de M. DEMENY aux membres du 3^e Congrès international de l'Education physique à Bruxelles, que j'avais falsifié et tronqué la préface de M. G. DEMENY, déloyauté qu'il m'aurait reprochée, a-t-il dit, chez moi en 1903. J'ai déjà fait justice de ces diffamations, lorsque je vous ai adressé la copie photographique de la lettre que m'écrivit M. FOSSÉPREZ, le 29 janvier 1903, lettre dans laquelle il s'exprime comme il suit : « Je trouve parfaitement justifiées les modifications que vous proposez au texte de M. DEMENY, et j'estime qu'il ne fera pas de difficultés de modifier son travail selon votre désir, car il y gagnerait en clarté et en vérité. »

J'espère, Monsieur le Directeur, qu'il résulte de ma lettre que pas plus que les accusations faites par M. FOSSÉPREZ aux membres du 3^e Congrès international de l'Education physique de Bruxelles en 1910, les accusations de M. DEMENY dans son ouvrage *l'Ecole Française* ne sont de nature à vous faire regretter de vous être appuyé au Congrès de Bruxelles sur des textes qui figurent dans mes ouvrages.

En vous remerciant encore d'avoir eu la loyauté de me faire part de ces accusations, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

MAJOR C. LEFÉBURE.

Le 31 Janvier 1908

Mon cher Commandant

Je reçois votre aimable mot et j'en suis
très heureux de voir l'intérêt que vous portez
à nos travaux.

J. Courant trouve le D. J. Courant des petits
manuels que vous avez lu - Il pourrait être
plus complet dans les autres Suppléments.

Il est très intéressant, le dessin est due à
un dessin spécial dans lequel je les trouve, les
autres sont tous aux pu pages. J'ai vu
autant que possible réduire le matériel des écoles
et éviter l'usage en construction de nouveau.

J'ai dit, et je l'avoue hautement, ne pas être
pas pour le Chou Luchon au lieu d'être
l'ami d'entre national et de la voir jeter la pierre

Cela aurait été tout autre si j'avais
été pour vous en peu de temps
avec son propre et de la vérité.

J. démissionne donc ses observations et dans
le prochain travail que j'en publierai
relatif à nos Cours, je le devierai. Libre comme
j'en ai l'été.

Recevez, Mon cher Commandant l'assurance
de toute ma sympathie.

Gaston Deleury

III. Lettre de M. le lieutenant-colonel Coste à M. le Major Lefébure.

Mon cher ami,

Je vous autorise bien volontiers à publier les quelques lignes reconnaissantes
que j'ai tracées sur le livre d'honneur de l'Ecole normale de l'armée belge.

» Les copies photographiques des lettres que vous me communiquez sont
sans réplique.

» Publiez-les avec les commentaires nécessaires. C'est la seule réponse qu'il
convienne de faire.

» Je ne me flatte pourtant pas de l'espoir qu'elle convaincra tous ceux qui,
chez nous comme chez vous, par ignorance ou par intérêt, se cantonnent
bruyamment dans l'erreur et le bluff !

G. COSTE.

Paris, 19-8-10.

★★

La *Revue Gymnastique* a reçu les réponses suivantes. Elle nous les com-
munique afin de mettre sous les yeux de nos lecteurs toutes les pièces versées
au débat.

★★

M. Demeny nous adresse la lettre et la note ci-dessous :

Le 26 Décembre 1910.

Monsieur le Directeur,

Vous avez exprimé dans votre Revue des articles contenant des appréciations
personnelles à mon égard, je vous envoie quelques rectifications que je vous
demande d'insérer dans votre prochain numéro.

Recevez mes salutations empressées.

G. DEMENY.

Au dernier Congrès d'Éducation physique tenu à Bruxelles du 10 au 13 août 1910, M. Sluys a soulevé un incident tout à fait déplacé. Le Congrès avait en effet à s'occuper des questions à l'ordre du jour et non d'attaques personnelles.

M. Sluys recommence encore ses polémiques, je ne le suivrai pas sur ce terrain ; qu'il vienne donc sur celui de la discussion scientifique et nous pourrions peut-être nous entendre. Voici les faits, en deux mots.

En 1902, M. le Commandant Lefébure commençait à s'occuper d'Éducation physique ; comme je travaillai cette question depuis l'année 1876, c'est-à-dire 26 ans avant lui, il me demanda de lui écrire une préface pour son livre *l'Éducation physique en Suède*. Je lui envoyai donc ma copie avec quelques appréciations personnelles et quelques critiques, fort atténuées, du système suédois.

Il ne convint pas à l'auteur de ce livre de laisser subsister dans son ouvrage ces critiques ; M. le commandant Lefébure me renvoya mon manuscrit annoté avec des changements et des coupures.

Je laissai faire ces modifications par courtoisie et sans y attacher d'importance, mais cependant sans changer d'avis, la lettre même publiée par la Revue de la Ligue de l'Éducation physique en fait foi.

Voici maintenant près de dix ans écoulés et l'on se sert de ce fait contre moi en citant cette préface comme mon opinion arrêtée. Cela n'est donc pas exact puisque les modifications qui y ont été faites n'y laissent plus subsister intégralement ma pensée. L'auteur ne peut l'ignorer, ayant eu mon premier texte entre les mains et l'ayant lui-même transformé.

Il faut avoir de singulières intentions à mon égard pour me faire un crime d'un geste de politesse surtout à propos d'une préface qui est toujours une occasion d'éloges et non une profession de foi.

On me reproche d'autre part d'avoir changé d'avis depuis lors. J'en suis absolument libre et cela n'est pas encore exact ; depuis 1890, où j'avais été envoyé en mission avec Lagrange, j'avais fait mes réserves sur la pratique des exercices d'application, y constatant déjà trop de choses conventionnelles.

Après un profond examen, j'ai fait un effort nouveau pour me débarrasser de toute règle scolastique et ne plus envisager que les faits, et j'ai acquis la conviction *qu'on n'emploie pas encore les meilleurs moyens pour obtenir la perfectionnement physique*.

J'ai cru de mon devoir de vous l'indiquer et de réfuter vos arguments. On me reproche le ton de mes objections ; vous oubliez donc que vous avez attaqué le premier et de quelle manière ? Puis-je encore, après cela, recommander des procédés que je sais inexacts ? N'est-ce pas, au contraire, une marque de progrès de changer d'avis quand des faits expérimentaux justifient ce changement ?

Je suis prêt à changer encore demain dans les mêmes conditions, n'étant, le défenseur d'aucune thèse, mais un simple observateur de la Nature et je cherche toujours la vérité sans faire plus de cas de mes opinions que de celles des autres quand elles ne sont pas fondées. Je laisse les dogmes aux métaphysiciens et ne puis me contenter d'affirmations sans preuves. Le talent de M. Sluys n'a pas le don de me convaincre ni de m'émouvoir au point de me faire accepter des assertions non contrôlées ; le moindre petit fait serait plus intéressant pour moi et pour la cause de l'Éducation physique.

Aucun discours n'aura la propriété de *réduire la vie à un schéma géométrique* ;

Ni de faire *que les lois de l'immobilité et de l'équilibre soient celles du mouvement et de la locomotion* ;

*Que l'effort statique soit un bon moyen de développement ;
Que le mouvement complet ne vaille pas mieux que le mouvement réduit ;
Et que les qualités de souplesse, d'adresse et d'économie de notre énergie
s'acquièrent en cultivant la raideur.*

Voilà pourtant les indications que j'ai présentées à l'examen du Congrès de Bruxelles et auxquelles on ne m'a pas répondu. Pardon, je me trompe, on m'a assuré que j'étais tout à fait d'accord avec l'École de STOCKHOLM ; je le souhaiterais, mais j'en doute.

Je remercie toutefois ceux qui m'ont appris que mes justes critiques ne s'adressaient pas à cette École, mais aux livres qui veulent propager en France et en Belgique la gymnastique suédoise ; ces livres, à ce qu'il paraît, ne seraient pas du tout au point. Je renvoie les auteurs de ces ouvrages devant le tribunal qui les renie et je cours au travail, considérant la chose jugée et n'ayant point de temps à perdre en disputes stériles.

J'ai entre les mains la correspondance de M. le Commandant Lefébure qui confirme sans doute possible ce que j'avance ; je pourrais également la publier, mais je répugne à ces sortes de procédés.

G. DEMENY.

M. Demeny écrit pour ne rien dire. Il a même perdu la notion de la propriété des termes : il appelle « polémique » un exposé objectif de faits ¹. Il confond aussi les personnes et par conséquent les responsabilités : ainsi il dit que j'ai « soulevé un incident insolite tout à fait déplacé » au 3^e Congrès international de l'éducation physique, alors que cet incident a été provoqué uniquement par l'intervention inexplicable du secrétaire-général, M. Fosséprez, qui a transformé une discussion scientifique courtoise en une attaque diffamatoire contre un absent, M. Lefébure. Celui-ci a répondu dans la *Revue Gymnastique* et a mis définitivement ses adversaires hors de combat.

M. G. Demeny déclare aujourd'hui que s'il accepté en 1903 des modifications à sa préface, c'est « par courtoisie et sans y attacher d'importance ». Nous connaissons maintenant les passages supprimés et nous estimons que, comme le disait alors M. Fosséprez, ces modifications étaient « parfaitement justifiées » et qu'elles ont contribué à donner à la préface en question « plus de clarté et de vérité ». Que vient donc faire la courtoisie dans cette affaire ?

M. Demeny nous demande de répondre à une série d'affirmations sur « le schéma géométrique, les lois de l'immobilité et de l'équilibre, les forces statiques » et d'autres formules purement verbales qu'il présente aujourd'hui comme l'expression de la gymnastique suédoise, alors que, au Congrès, un membre qui a étudié celle-ci à l'Institut central de Stockholm, a démontré, en lisant et en traduisant le guide officiel, que les critiques actuelles de M. Demeny ne tiennent pas debout. Don Quichotte combattait les moulins à vent. M. G. Demeny fait mieux : il commence par construire des moulins qu'il intitule « suédois » pour les attaquer ensuite et proclamer *urbi et orbi* la grande victoire qu'il remporte si facilement. Qui donc se laissera prendre à cet exercice dérivatif exécuté mollement et sans conviction ?

Pendant plus d'un quart de siècle, M. G. Demeny a démolì la gymnastique française d'Amoros, de Triat et de leurs disciples fourvoyés. Il a démontré les vices fondamentaux de cette gymnastique complexe d'applications hétérogènes et présenté jusqu'en 1907 ², la Méthode de Ling, comme

1. — Voir *Revue gymnastique*, page 205 et suivantes.

2. — *Mécanisme de l'exercice* (2^e édition).

celle qui répond le mieux actuellement aux conditions physiologiques de l'exercice musculaire. Depuis, il s'est mis à courir sur le chemin de Damas et s'est précipité dans les bras largement ouverts du dernier représentant de la gymnastique amorosienne. Ces bras se sont refermés sur M. G. Demeny, mais c'était pour l'étouffer. *De profundis.*

A. SLUYS.

Réponse de M. Lefébure :

Bruxelles, le 11 Janvier 1911.

Monsieur Sluys,

Je vous remercie de m'avoir soumis la réponse que M. G. Demeny a cru devoir faire à votre article de la « Revue gymnastique » de Décembre 1910 :

1° M. Demeny reconnaît donc, bien que de fort mauvaise grâce, que c'est d'accord avec lui que des passages ont été supprimés de la préface de mon ouvrage sur l'Education physique.

Il m'a donc diffamé, page 123 de son ouvrage de 1909 *l'École française* lorsqu'il y déclare que j'ai tronqué sa préface et supprimé tout ce qui n'était pas favorable au système suédois ;

2° M. Demeny déclare n'avoir changé d'opinion au sujet de la valeur de la méthode de gymnastique suédoise, qu'en se basant sur des observations scientifiques. Sa lettre du 31 Janvier 1901 dément cette simple affirmation, car M. Demeny, après avoir déclaré ne pas oser parler en France des choses suédoises de peur d'être taxé d'anti-national, reconnaît que son traité de 1901 « Guide du maître chargé des exercices physiques dans les écoles publiques et « privées de France », eut été tout autre s'il l'eut écrit pour moi ou pour des hommes amis du progrès et de la vérité.

Singulière base scientifique pour un ouvrage pédagogique destiné à la jeunesse de sa Patrie !

3° M. Demeny m'ayant attaqué en 1909, sans raison, en publiant des extraits de mes lettres, doit admettre sans répugnance en 1910 que je me défends contre ses diffamations gratuites, en publiant la photographie des siennes. Je conçois que cette publication des causes de ses volte-face, ait été pour lui une désagréable surprise.

Veuillez agréer, etc.

Major C. LEFÉBURE.

FRANCE

LA LUTTE ENTRE DEUX MENTALITÉS

Faits — Documents — Procédés.

FAITS

M. Demeny s'étant mis à courir sur le chemin de Damas, dit M. Sluys, s'est précipité dans des bras largement ouverts qui se sont refermés sur lui pour l'étouffer. *De Profundis !* Il nous reste à contrôler l'exactitude de cette affirmation par le témoignage des faits et des documents. Les faits révèlent les mentalités ; les mentalités expliquent les faits.

Le Congrès international de l'Éducation physique tenu à Paris en 1900 a été le point de départ de la réforme poursuivie jusqu'à ce jour en France dans cette éducation.

Ce Congrès fut une belle manifestation. Il est regrettable que les travaux n'aient été publiés que sous forme de plaquette¹. Pourtant on peut

1. — Congrès international de l'Éducation physique tenu à Paris, du 30 août au 6 septembre 1900. Procès-verbaux sommaires, par M. Georges Demeny, secrétaire général du Congrès. — Paris, Imprimerie Nationale, M C M.

y trouver tous les éléments nécessaires à l'établissement de ce fait : tous les congressistes furent d'accord pour modifier les anciennes méthodes en faveur de la méthode éducative suédoise. M. Demeny, secrétaire général de ce Congrès, combattit très vivement en faveur de Ling.

J'apportai ma contribution aux travaux, si bien que M. Demeny, qui rédigea la plaquette, me cite très souvent. J'étais d'ailleurs délégué officiellement à ce Congrès par le Ministère de l'Instruction publique, avec MM. Cazes, Armagnac, Fringnet et Chabot. Le Ministère de la Guerre y était représenté par M. le capitaine de Cisse, celui de la Marine par M. le capitaine Grousset. De plus, j'étais membre du Bureau de ce Congrès.

Le président était M. Léon Bourgeois, les vice-présidents étaient MM. le général Bonnal, Buisson, le docteur Bouchard, membre de l'Institut, le baron Pierre de Coubertin, Cazalet, Gervais, député, le docteur Charles Richet, M^{me} G. Kauffmann.

M. le professeur Bouchard présida la séance d'ouverture ; il céda ensuite le siège au professeur Mosso, de Turin. La séance du 31 août fut présidée par M. Mosso ; celle du 1^{er} septembre, par MM. Fosséprez et Cazalet ; celle du 3 septembre, par M. le docteur Seuvre ; celle du 4 septembre, par M. le docteur Tissé ; celle du 5 septembre, par M. Kovacs (Autriche-Hongrie). M. le député Gervais, présida la séance de clôture du jeudi 6 septembre.

Nous avons beaucoup travaillé, M. Demeny s'était beaucoup donné, le résultat était excellent.

Pourquoi fallut-il qu'à la fin du Congrès j'eusse une impression fâcheuse à l'égard de mon compagnon de travaux, M. Demeny, que je considérais comme un lutteur désintéressé et ardent dans la recherche de la vérité, allant même jusqu'au sacrifice de sa personne et de ses intérêts, ainsi qu'il me l'avait dit lui-même au cours de nos conversations ?

Voici donc ce qui se passa à la séance de clôture. J'écris d'après les notes prises ce jour même. M. le professeur Törngren pourrait en témoigner, au besoin.

Le jeudi 6 septembre 1900, au retour d'une visite faite à l'École militaire de Gymnastique de Joinville, je proposai à M. Demeny de nommer comme représentant officiel de la France, à la *Commission permanente internationale de l'Éducation physique*, M. le professeur Bouchard, membre de l'Institut, membre de l'Académie de Médecine, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique, professeur à la Faculté de Médecine, qui avait présidé la séance d'ouverture, savant éminent dont le nom honorerait la représentation de la France. M. Demeny accepta. J'inscrivis donc le nom de M. le docteur Bouchard dans la Section française.

Au moment de la présentation des candidatures des délégués, M. Demeny dit, à mon grand étonnement, qu'il « ne voudrait pas voir figurer » dans les groupes nationaux un représentant de chaque gouvernement à « titre officiel. Il est à souhaiter, ajouta-t-il, que l'Etat s'inspire des travaux des Comités sans qu'il fasse pression sur ceux-ci¹. »

Confiant dans la parole de M. Demeny, je proposai et je défendis la candidature de M. le professeur Bouchard, en disant les raisons patriotiques et scientifiques qui militaient en sa faveur.

M. Demeny se tut. On passa au vote. Tous les délégués dont nous avons inscrit d'un commun accord les noms, furent élus, sauf M. le professeur Bouchard. M. Demeny fut élu. Je ne fus donc nullement étonné de voir M. Demeny prendre en 1904, une place prépondérante à

(1) M. DEMENY. — Procès-verbaux sommaires du Congrès international de l'Éducation physique. Paris, 1900, page 53. Imprimerie nationale.

la Commission interministérielle pour l'unification des méthodes de laquelle les grands maîtres de la science physiologique contemporaine, tels que MM. les professeurs Bouchard, François Franck, Weiss, successeur de Marey, à la Station Physiologique du Parc-des-Princes, Richet, professeur de Physiologie à la Faculté de Médecine, etc., avaient été systématiquement éliminés.

L'Union des Sociétés de gymnastique de France avait tout réglé pour qu'il en fut ainsi. La conséquence est que depuis les travaux de cette Commission, la question de l'éducation physique n'a jamais été plus embrouillée.

Elle était composée d'un général, président, d'un lieutenant-colonel, de deux commandants, de deux capitaines, de deux médecins dont un député ; d'un ingénieur des chemins de fer, de trois professeurs de gymnastique, de M. Demeny et d'un négociant en vins.

Mais n'anticipons pas, d'ailleurs nous allons suivre M. Demeny dans ses évolutions.

Comme suite au Congrès de 1900 et pour le récompenser de ses travaux, M. le général André, ministre de la guerre, nomma quelque temps plus tard M. Demeny professeur de Physiologie appliquée à l'Ecole normale de gymnastique de Joinville ; il le chargea, en outre, de la rédaction d'un nouveau Règlement militaire de gymnastique.

Le 23 janvier 1903, ce Règlement paraît en librairie ; il a pour titre : *Règlement sur l'Instruction de la gymnastique*, approuvé par le Ministre de la Guerre le 22 octobre 1902. Ce même jour, le 23 janvier 1903, M. Cazalet, président de l'Union des Sociétés de gymnastique de France, envoie une dépêche au général André, ministre de la guerre, pour protester, au nom de l'*Union*, contre le nouveau Règlement.

Le général André répond :

« Par télégramme du 23 janvier 1903, vous avez appelé mon attention sur les inconvénients qui pourraient résulter, pour le développement des Sociétés de Gymnastique, de l'adoption du Règlement du 22 octobre 1902. Ce Règlement... supprime... quelques appareils sans objet pour la préparation de la guerre... »

Ces appareils sont les agrès de suspension : trapèze, anneaux, barres fixes, etc., etc., sans lesquels, paraît-il, on ne peut donner ni courage, ni audace à la jeunesse !

M. Demeny avait supprimé ces agrès, mais il avait également supprimé de la méthode de Ling *toute sa virilité*, celle-ci y est très grande. Il donna ainsi un *Règlement très lénitif*, très touffu et très confus appelé à soulever des critiques, et surtout à jeter le discrédit sur la méthode suédoise qui est VIRILE pour les forts, et DOUCE pour les faibles. Pour avoir ignoré ces choses M. Demeny a enrayé la réforme et créé l'équivoque.

Le 22 novembre 1903, M. le général André, ministre de la guerre, prononçait les paroles suivantes au banquet de l'*Union des Sociétés de Gymnastique de France*, à l'occasion du XXX^e anniversaire de la fondation de l'*Union*. Nous les reproduisons d'après le *Gymnaste* du 28 novembre 1903, p. 604 :

« Messieurs, j'entends être libéral, et je prévois qu'aucune difficulté ne surgira grâce à l'entente qui s'établira toujours entre M. Cazalet et moi, et grâce au concours que nous prêteront M. le Ministre de l'Instruction publique, car nous sommes trois intéressés à la grande tâche de la gymnastique, votre Président, le Ministre de l'Instruction publique et le Ministre de la Guerre.

» Qu'avons-nous fait, mon cher Monsieur Cazalet ? Nous nous sommes rendu compte que les questions de la gymnastique tenaient par un côté sérieux à la science et nous nous sommes empressés d'appeler à nous les savants autorisés,

érudits, et instruits comme M. Demeny. Ah ! je tiens à lui rendre hommage aujourd'hui, et il est essentiel même que cet hommage lui soit rendu par tous ceux qui, pour un motif quelconque, s'intéressent à la gymnastique, car ils lui doivent une profonde reconnaissance pour les services qu'il nous a rendus. (*Applaudissements.*)

» Messieurs, c'est une question scientifique qui nous préoccupe en ce moment. Nous n'avons pas la prétention d'être infaillibles et d'avoir résolu cette question du premier coup. Nous acceptons et nous étudions, et M. Demeny lui-même fait comme nous, tout ce qui se produit d'un côté ou de l'autre. Nous sommes remontés à l'origine de la gymnastique scientifique, nous sommes remontés à Ling et à ses successeurs directs, les uns et les autres nous avons lu avec le plus grand intérêt l'ouvrage qui vient d'être publié en Belgique sous la signature du capitaine Lefebure, nous nous sommes initiés aux travaux de M. Torngren et de tant d'autres. D'un autre côté, nous accueillons toutes les bonnes volontés de la science venant à notre aide, et certes nous avons examiné avec le plus grand soin et le plus grand intérêt les dernières productions du Dr Tissié. Toutes ces choses ne peuvent nous être indifférentes, car nous nous engageons dans une voie dans laquelle il importe d'éviter les erreurs. Nous avons trouvé pour nous aider dans cette tâche, à la tête de l'École de Joinville, le commandant Blandin, aussi hardi que sensé et partageant absolument votre manière de voir sur ces questions. (*Vifs applaudissements.*)

» Messieurs, je suis forcé, de par mes fonctions, d'examiner les choses à un point de vue absolument général, et je désire que les bienfaits de la gymnastique ne soient pas concentrés dans les lycées ou les grandes agglomérations, je veux que le peuple tout entier en ait sa part. Mais comment puis-je obtenir que, dans un hameau dont la population est minime, il soit envoyé un moniteur pour aller enseigner avec fruit tous les exercices et toutes les progressions de votre instruction ? La chose ainsi définie n'est pas possible et cependant il faut que ces jeunes gens connaissent la gymnastique. Quelle solution pouvons-nous donc admettre ? Eh bien ! il nous faut extraire des indications qui nous sont fournies par les savants, les choses les plus simples, des choses qui soient vraies mais qui soient simples, et, ayant fait ce départ, nous obtiendrons, avec le concours de M. Chaumié, qui, à la tête de l'Instruction publique, partage notre manière de voir, que chaque instituteur soit en même temps un professeur de gymnastique. (*Longs applaudissements.*) La République a rendu l'instruction obligatoire ; mais je crois que cette obligation, pour être entendue dans toute sa largeur et toute sa plénitude, doit être appliquée à la fois à l'instruction intellectuelle et à l'instruction corporelle. » (*Vifs applaudissements.*)

Le lendemain de ce banquet et du généreux discours du général André, je recevais, par le même courrier, les deux lettres suivantes, la première, du Ministre, le général André ; la deuxième, de M. Demeny. Une telle coïncidence laisse penser que cette double démarche fut combinée au cours même de ce banquet. On jugera également de l'esprit généreux qui présida à la rédaction de la lettre du général André et de l'esprit moins... généreux qui présida à la rédaction de la lettre de M. Demeny.

Ministère de la Guerre.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

—o—

Paris, le 23 Novembre 1903.

Le Ministre de la Guerre à M. le Dr Philippe Tissié, à Bordeaux.

MONSIEUR,

J'ai lu avec le plus grand intérêt vos travaux relatifs à la gymnastique.

Je désire vivement que cette question essentielle soit l'objet des recherches et des critiques des savants de votre compétence.

La publication récente du capitaine Lefebure va concourir utilement, avec vos articles, à orienter de plus en plus les esprits dans la voie ouverte par Ling et ce sera tout bénéfice pour nous tous.

Vous pouvez être certain que nous ne négligerons rien de ce qui pourra

contribuer à faire accepter dans notre pays toutes les améliorations utiles dans l'enseignement de la gymnastique.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Général ANDRÉ.

Ainsi la question est très nettement posée par le Ministre de la Guerre : la nouvelle gymnastique doit être basée sur les principes de la méthode suédoise de Ling, principes que le capitaine Lefébure a exposés dans son livre, *l'Education physique en Suède* pour lequel M. Demeny a écrit une préface élogieuse à l'égard de Ling. Le général André, qui a lu les travaux de M. Törngren, directeur de l'Institut central de gymnastique à Stockholm, s'en autorise également. Enfin, ayant lu mes travaux et la critique que j'avais faite du *Nouveau Règlement de l'Instruction de la gymnastique militaire*, du 22 octobre 1902, dans la *Revue Scientifique*, le général André trouvait probablement que cette critique était juste puisqu'il faisait appel à ma collaboration.

Le général André fut de bonne foi, il crut naïvement qu'avec la voix de son cœur il ferait taire la voix des intérêts cachés ; il ne les soupçonnait même pas, d'ailleurs il ne pouvait les soupçonner, n'étant pas mêlé à la lutte comme nous, depuis bientôt un quart de siècle.

Voici maintenant la lettre que je reçus et que je possède de M. Demeny. Si celle du général André est généreuse, celle de M. Demeny est pratique.

Paris, 23 novembre 1903

2, Avenue des Tilleuls (18^e arrondissement).

Mon cher Monsieur Tissr ,

J'ai appris que vous étiez pass    Paris il y a quelques semaines, au Congr    d'Hygi    scolaire. Je regrette que vous ne m'ayiez pas donn    rendez-vous    ce moment. Il n'aurait pas   t    inutile de nous rencontrer pour causer du Congr    de l'Education physique qui aura lieu    G      en 1904 et aussi des choses de l'avenir.

Vous avez fait au *Manuel Militaire* des critiques un peu vives ; je n'ai pas voulu répondre bien que cela m'aurait   t    tr    facile ; j'ai cru dangereux en ce moment, si nous voulons faire du travail sérieux, de commencer d'interminables polémiques qui ne servent    rien d'autre que de distraire l'attention du public et de lui enlever toute confiance dans l'art que nous exercons.

Pour ma part, et je crois aussi pour la v   tre, je n'ai jamais cherch    vous contrarier en rien et je souhaiterais que vos efforts portent de plus en plus leurs fruits.

Ce n'est que par une entente parfaite que nous arriverons    établir en France une méthode d'enseignement. Les discussions devraient avoir lieu devant des hommes compétents, le grand public n'entend rien    tout cela.

C'est pourquoi je regrette que vous lanciez en ce moment des articles de nature    décourager les travailleurs, alors qu'on a eu tant de mal (depuis 1878 j'y travaille)    rallier quelques esprits par la conviction scientifique.

Nous méritons tous deux une sanction    nos travaux et je suis persuad    que chacun peut avoir sa place dans notre pays sans se porter ombrage et en s'entraidant. Je vous sou mets ces quelques réflexions sincères de fa      éviter du temps perdu et surtout    regretter peut-être les choses écrites trop    la h   te.

Vous êtes et nous sommes partisans de la méthode de Ling ; o    nous différens peut-être, c'est sur l'absolu et le relatif.

J'accepte les principes de la méthode. Vous la prenez    la lettre. Quand vous réfléchirez bien sur les détails, vous reconnaitrez combien il y a encore de choses    voir de pr   s et combien il y a encore de place donn       la convention dans les exercices qui ne sont pas tous de Ling, mais de ses successeurs.

Les mouvements sont mieux connus, surtout au point de vue de l'application

et la Suède est tout à fait restée en arrière à ce point de vue. Nous n'avons qu'à gagner l'un et l'autre en mélangeant nos qualités.

Je vous ai fait adresser un second de mes ouvrages paru chez Alcan. J'espère qu'il vous est parvenu et que vous aurez le temps d'y jeter un coup d'œil.

Nous nous réunissons jeudi pour parler du Congrès de Genève. Je vous tiendrai au courant de ce qui aura été décidé.

Recevez mes salutations sincères.

G. DEMENY.

Ainsi il s'agit d'intérêts personnels, à régler à l'amiable, « en douceur », entre nous deux et de faire la conciliation en vue d'une affaire à traiter sur le dos de la France, au moyen d'un croc-en-jambe donné à la vérité au nom d'une science..... opportune.

Je répondis par la lettre suivante :

Pau, le 29 novembre 1903.

Mon cher Monsieur Demeny,

J'ai bien regretté de ne pas vous voir à Paris, mais ayant demandé à notre ami commun, le docteur X..., si je pourrai vous rencontrer, il me répondit que vous étiez à l'étranger ; alors je ne vous ai pas demandé de rendez-vous.

Vous me parlez de mes critiques du *Nouveau Règlement de gymnastique militaire*, et de votre lettre il ressort :

1° Que nous combattons côte à côte, ce qui est exact. J'ai pour vous une réelle sympathie et une vraie admiration. Vous avez combattu et vous combattez vaillamment ;

2° Que nous différons quant aux moyens ; vous prenez le relatif, vous me reprochez de prendre l'absolu, ici encore vous avez raison, mais je ne mérite pas ce reproche. Je reste sur le terrain de la vérité scientifique en gymnastique suédoise. Je prends la méthode de Ling et de ses successeurs, telle qu'elle est, parce que je la trouve parfaite et sans aucun défaut. Je suis arrivé à cette conclusion après plusieurs années d'étude.

Si, au début, je pensais qu'on pourrait peut-être la modifier et la mettre en rapport avec notre tempérament français, je suis revenu de cette grosse erreur parce que l'étude des faits bien observés m'a prouvé que j'avais tort et que Ling et son école avaient raison.

Lefébure pense comme moi, vous devez penser comme lui puisque vous avez écrit la *Préface* de son livre excellent. Je vais donc à l'absolu. En science, ce qui est relatif est faux, la vérité scientifique est absolue : 2 et 2 font 4. C'est l'absolu. J'irai donc toujours et quand même vers l'absolu ;

3° Que nos discussions ne doivent être ouvertes qu'entre savants. Pourquoi ? D'abord il y a les praticiens avec lesquels il faut compter, et ces praticiens, c'est-à-dire les officiers, ont donné raison à mes critiques ; ensuite le fait scientifique est le fait, il ne peut être discuté parce qu'il est clair et visible pour tous, savants et professeurs ; il faut donc le promulguer et je le promulgue hardiment *parce que j'estime que nulle puissance au monde ne peut empêcher que ce qui est, soit*. Or, le *Nouveau Règlement de gymnastique militaire* est un « monstre ». L'analyse scientifique et l'application pratique l'ont prouvé et confirmé ; donc le « monstre » doit être « bauté dehors ».

4° Que nous avons tous deux intérêt à ne pas nous nuire mutuellement. Vous me demandez de nous partager le domaine de l'action en fermant mutuellement les yeux sur nos actes réciproques. Ici je ne puis, à mon grand regret, accepter cette façon de voir. J'ai tout sacrifié à la vérité, j'irai jusqu'au bout parce que la France mérite d'être servie en toute force physique, morale et intellectuelle. Partout où je découvrirai l'erreur, partout je la poursuivrai. Les hommes ne sont que les très humbles serviteurs de la vérité. S'ils la servent mal, ils doivent être rappelés au bien ; et cela sans concessions mutuelles, parce que la vérité est la vérité et ne saurait s'accommoder de cotes plus ou moins mal taillées. L'homme passe, la vérité seule demeure éternellement.

Je vous dis ces choses sans acrimonie, car il va sans dire que, personnellement, je vous tiens en grande estime, mais cette estime n'a rien à voir avec les erreurs que vous pouvez commettre, comme je demande à être critiqué,

même durement, si j'écris des choses fausses. La critique est saine, parce que l'erreur est nécessaire à la vérité. J'ai entrepris une lutte sans merci contre l'empirisme et l'erreur, j'irai jusqu'au bout, coûte que coûte.

Je ne suis rien, l'idée que je défends est tout. D'autres la reprendront quand je ne serai plus de ce monde. J'aurai ainsi la joie de me dire que je n'ai rien fait contre la vérité. Je veux être jugé sur mes actes.

J'ai reçu votre livre, le docteur Héricourt m'avait demandé d'en faire la critique dans la *Revue Scientifique*, c'est vous dire que je l'ai lu et relu. J'y ai trouvé le même esprit que dans le *Manuel de gymnastique militaire*. Est-ce que par hasard vous auriez contribué à la confection de ce « monstre ». Non, n'est-ce pas ?

Recevez mes salutations les plus sincères et les plus sympathiques.

D^r Philippe Tisseré.

Ce fut la dernière correspondance échangée avec M. Demeny. J'ignorais, quand je lui écrivis cette lettre, qu'il était l'auteur du *Nouveau Règlement de l'Instruction de la gymnastique militaire*. Je ne l'appris que plus tard, par l'article qu'il publia dans la *Revue scientifique*, article dans lequel M. Demeny avouait avoir fait « une œuvre hâtive ».

J'ignorais également le différend existant entre M. le professeur Marey, directeur-fondateur de la Station physiologique du Parc-des-Princes et M. Demeny, son préparateur. Différend dont on lira plus loin les diverses phases extraites du journal *l'Avion*.

A partir de cette lettre M. Demeny évolue en faveur de la méthode acrobatique qu'il avait combattue jusque-là, il lie partie avec ses anciens adversaires, il devient leur chef de file scientifique, il brûle ce qu'il a adoré, il adore ce qu'il a brûlé.

Un an plus tard, le 1^{er} Janvier 1905 M. Demeny reçoit la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

« Ce n'est un secret pour personne, dit le *Gymnaste* du 7 Janvier 1905, page 683, que le Président de l'*Union* avait fait les plus vives démarches pour que le Ministre de la Guerre apportât le ruban rouge à notre éminent camarade Demeny au banquet du 1^{er} Novembre dernier. On voit que ce ruban n'était pas loin, on peut même dire qu'il était attendu depuis longtemps. Les titres de M. Demeny sont dans la mémoire de tous, on sait qu'il a fait de l'éducation physique la passion de toute sa vie, ses travaux font autorité et lorsque l'*Union* a demandé au Ministre de l'Instruction publique de lui confier la direction du *Cours supérieur*, l'*Union* savait que cette direction ne pouvait être placée en de meilleures mains et nous avons l'ardente conviction que la *Commission Interministérielle* qui va se réunir ces jours-ci et dont le *Journal officiel* a enregistré le but — comme on le verra plus loin — sortira une méthode uniforme d'enseignement pour l'écolier, le gymnaste et le soldat. M. Demeny y occupe une place prépondérante, et nous saluons à l'avance son rôle conciliateur (*sic*) et fécond ».

Conciliateur avec l'erreur contre laquelle M. Demeny avait combattu et qu'il imposait maintenant sous l'étiquette « éclectisme » — M. Demeny est le prisonnier de l'*Union*. Après avoir accepté, le 7 mars 1901, le ruban noir de l'Ordre suédois *l'Etoile polaire*, pour avoir défendu la Méthode de Ling au Congrès International de l'Education physique, en 1900, à Paris, il accepte le ruban rouge de l'Ordre national français de la Légion d'honneur après avoir évolué et après avoir combattu la Méthode éducative de Ling en faveur de la Méthode acrobatique de Jahn-Amoros contre laquelle il avait, trois ans avant, rédigé le Règlement militaire du 22 Octobre 1902.

Rouge et noir ! Opportune julienne scientifique !

Voici en effet ce que dit M. Demeny dans les *Procès-verbaux sommaires du Congrès international de l'Education physique*, tenu à Paris en 1900

(page 39). Nous ferons remarquer en passant que ces *Procès-verbaux sommaires* sont contenus dans une plaquette de 56 pages, imprimée par l'Imprimerie Nationale, et que jamais n'a paru le volume des travaux de ce Congrès dont M. Demeny était secrétaire général, volume pour lequel chaque congressiste avait pourtant versé la somme de 10 fr. afin de posséder une œuvre complète et non une plaquette aussi réduite.

« On avance que les exercices suédois, où l'on maintient des attitudes avec les muscles contractés, ne sont pas dans le tempérament français et n'offrent pas de variétés. C'est une erreur ; en Suède, on ne fait pas seulement des mouvements lents, il y a aussi des mouvements de vitesse et des sports variés. Les attitudes soutenues nous manquent au point de vue esthétique, il faut les prendre. On dit toujours la gymnastique suédoise ennuyeuse, il ne faut pas en parler sans la voir pratiquée en Suède même, où nulle part n'existe autant d'entrain et de gaieté. Le schéma de la leçon fixe la nature des effets de l'exercice et l'ordre dans lequel ces exercices doivent être exécutés, garantie sérieuse pour faire une leçon complète », et il ajoute (page 40). « Nous sommes en présence de la Méthode suédoise, de la Méthode dite française et de la Méthode anglaise. La première est celle qui se rapproche le plus de la précision scientifique. Ses principes répondant à l'organisation de l'homme, la même partout (*sic*), il faut les accepter. La façon de les mettre en pratique dépend de l'état psychique de l'individu et de la race ; il faut en tenir compte et adapter la méthode à chaque nation en en conservant les principes. »

« Quand on assiste à nos réunions gymnastiques, dit M. Demeny en 1903 dans la *Préface* du livre du commandant Lefebure, l'on constate que, sous un ordre apparent, c'est la confusion qui est l'état normal tandis que l'on trouve au contraire en Suède la sincérité, la confiance et le calme que donnent la satisfaction du bon sens et l'expérience de la vérité. »

Rouge et noir ! Voilà pour le noir !

Détail piquant ! Le *Gymnaste* du 11 Mars 1905 (page 946), publie l'article suivant sous le titre *l'Éducation physique en Suède*.

« Dans la *Ginnastica* de Rome, nous relevons un compte rendu d'un ouvrage, récemment paru sous ce titre, du commandant Lefebure, de l'armée belge, qui a suivi pendant une année les cours de l'Institut Central de Gymnastique à Stockholm, où il avait été envoyé en mission par son Gouvernement. Déjà, au Congrès International de l'Éducation physique à Paris en 1900, le commandant Lefebure avait fait une très intéressante conférence sur son séjour en Suède.

» Après Torngrén, Balck, Kumlien, Demeny, Lagrange et Tissier qui ont donné d'importants travaux sur la gymnastique suédoise et ses qualités scientifiques indiscutables, la contribution du commandant Lefebure n'en est pas moins nouvelle et originale, résumant des impressions et des faits vécus.

» Comme Demeny le confesse dans la splendide préface de ce livre, bien des gens parlent de la gymnastique suédoise, mais combien peu la connaissent et la haute conception de l'Éducation physique que possède le peuple suédois ! »

Voici maintenant ce que, dans le *Gymnaste* du 12 Juillet 1905, page 89, M. Demeny disait de la gymnastique suédoise devant les gymnastes réunis à l'Athénée municipal de Bordeaux, le 22 Avril 1905, au 64^e Congrès de l'Union :

« Dans les choses de l'Éducation, il y a plus ; si on ne considérait que la science pure sans s'inquiéter de l'art d'enseigner, c'est-à-dire sans apporter la variété, élément essentiel de l'intérêt, on ferait fausse route et on arrêterait en particulier le développement des Sociétés de gymnastique (*sic*) (*Applaudissements*). Il faut concilier l'art et la science, la vérité et la forme sous laquelle elle a le plus de chance à se propager. Il y a là une adaptation nécessaire des principes absolus d'éducation aux milieux. Un système est très bon dans le Nord. Transporté sur le bord de la Garonne, il ne produira peut être pas le même effet, parce que dans tout système, il y a une part de convention qui dépend du milieu, des habitudes et du caractère de ceux qui l'ont édifié. Trans-

porter chez nous un système tout fait, n'est pas à souhaiter. Nous pouvons faire mieux, il faut vous tailler un bel habit à la française et non pas prendre un vêtement de confection, un habit d'automobiliste, fort bon pour un climat glacial, mais trop lourd pour nos épaules françaises, qui veulent un peu d'élé-gance et de liberté. (*Applaudissements.*) »

Rouge et noir ! Voilà pour le rouge !

« Pour nos épaules françaises », dit M. Demeny. Tous les néophytes exagèrent. M. Demeny, dont le nom patronymique s'orthographie DEMENY, est un hongrois israélite, naturalisé français¹. Ses épaules gauloises sont plus jeunes que les nôtres. C'est, peut-être, ce qui explique la différence entre nos deux mentalités : la sienne, qui a ignoré les angoisses de l'Année terrible ; la nôtre, qui les a douloureusement vécues et qui ne peut se les remémorer sans un poignant déchirement du cœur. Étrange vicissitude que celle de l'Éducation physique, en France ! L'étranger y fait la loi depuis cent dix ans, avec Jahn, *prussien* ; Cléas, *suisse* ; Amoros, *espagnol* ; Demeny, *hongrois* ; au moins Ling, *suédois*, eut pour collaborateur un *français*, le roi Bernadotte, un *Palois*.

« Je connais toutes les déficiences du petit Manuel que vous avez lu, écri-vait M. Demeny au commandant Lefébure, le 31 Janvier 1901. Il pourrait être plus complet dans les modes d'application. S'il est resté restreint, la raison est due au milieu spécial dans lequel je me trouve, triste milieu dont vous avez pu juger. J'ai dû, et je l'avoue timidement ne parler que fort peu, des choses suédoises au risque d'être taxé d'anti-national et de me voir jeter la pierre. Cela aurait été tout autre si j'avais écrit pour vous ou pour des hommes amis du progrès et de la vérité. »

De peur d'être lapidé, M. Demeny s'est laissé crucifier.

DOCUMENTS

DIFFÉREND MAREY-DEMENY-BOUTON (d'après *L'Avion*).

Passons et arrivons en 1909, au différend Marey-Demeny-Bouton.

La publication de ce différend — bien que nous la reproduisons à regret, à titre documentaire — est nécessaire pour bien définir et pour bien fixer les diverses phases de l'Histoire de l'Évolution de l'Éducation physique en France.

Nous tenons à bien préciser que cette publication ne porte que sur la lutte des idées auxquelles elle se rattache. Quand aux questions person-nelles qu'elle soulève, nous n'avons pas à prendre parti pour l'un ou pour l'autre des compétiteurs. C'est pourquoi notre bonne foi et notre loyauté scientifique, nous commandent de placer en regard : l'attaque, la réponse et la réplique.

Sous le titre « Les Précurseurs », *L'Avion*² du 7 février 1909 consacre son éditorial à la biographie du professeur Marey, fondateur de la Station Physiologique du Parc-des-Princes, le savant auteur de la méthode gra-phique d'où est née la chronophotographie qui a permis de décomposer le mouvement et d'où est sorti le cinématographe dont il est l'inventeur.

L'Avion du 28 février 1909 publie une lettre anonyme signée « Un abonné » disant : « Ce n'est pas le docteur Marey qui est l'inventeur du » cinématographe, mais M. Georges Demeny. »

M. Marey étant mort le 15 mai 1904, son neveu et légataire, M. Noël Bouton, réplique en reproduisant la lettre que M. Marey avait adressée au *Gymnaste* et qui ne fut pas insérée. Ce journal avait, dans une biogra-

1. — Nous tenons ce renseignement de M. Noël BOUTON. — Dr Ph. T.

2. — *L'Avion*, Docteur Loisel, rédacteur en chef, 46, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

phie de M. Demeny, attribué à celui-ci la paternité du cinématographe et la fondation de la Station physiologique du Parc-des-Princes. L'article de M. Asthon Passerieu tendait à laisser croire que M. Marey avait été l'obligé de M. Demeny, tant pour la fondation de la Station que pour les travaux sortis de cette Station. Pour ceux qui ignorent les travaux de Marey, cet article mettait ce Maître sous la tutelle scientifique de M. Demeny.

Voici la lettre de M. Marey :

Lettre de M. le professeur Marey.

A Monsieur le directeur du *Gymnaste*.

Il y a un mois environ, un ami m'envoyait de Belgique un numéro de votre journal le *Gymnaste*, contenant un portrait de M. Demeny¹ avec sa biographie retracée par M. A. Passerieu.

Mon ami ajoutait à son envoi ces deux mots : *Quoique nous soyons à la Mi-Carême, il semble que la façon dont vos rapports avec M. Demény ont été travestis, dépasse la permission et qu'il ne faut pas laisser passer un tel article sans exiger une rectification*. Lorsque vous m'avez gracieusement ouvert les colonnes de votre journal pour rétablir la vérité, j'étais fort malade et je le suis encore.

Aujourd'hui la question a perdu de son actualité, j'essaierai cependant de rectifier en quelques mots les principales erreurs contenues dans l'article de M. Passerieu.

J'ai connu M. Demeny, comme auditeur de mon cours au Collège de France. Il m'exposait qu'il désirait s'occuper scientifiquement des exercices physiques et me demanda de l'admettre à suivre mes travaux. Ayant constaté qu'à défaut d'études médicales et d'instruction sérieuse en physiologie, il avait des connaissances en mathématiques et de l'habileté comme dessinateur, je me l'attachai comme aide.

Je crus même légitime de lui faire obtenir l'exemption du diplôme de bachelier ès sciences. Ce qui me remet le fait en mémoire, c'est le soin qu'on a eu dans la notice d'attribuer à ce parchemin une date antérieure à mes relations avec M. Demény, simple misère, qu'il serait bien inutile de relever et je le ne caractérisait pas dès le début l'ensemble du travestissement.

Il ne s'en faut de beaucoup en effet, qu'un peu plus loin M. Demény soit présenté comme fondateur de la Station physiologique.

En fait, lorsque fut fondé pour moi cet établissement et qu'il fut rattaché à ma chaire du Collège de France, je fis nommer M. Demeny mon préparateur aux appointements de 3.000 francs et j'élevai ceux-ci plus tard à 5.000, au moyen des crédits dont je disposais.

Tous les travaux auxquels il a pris part ont été signés de son nom au côté du mien.

Quand mes études s'étendirent aux différents modes de locomotion, il ne voulut pas me suivre dans ces recherches indispensables pour la solution de problème de la mécanique animale, recherches qui eussent amélioré son instruction très précaire en physiologie.

Je le laissai se limiter à ce qui l'intéressait trop exclusivement à mon avis. Mes vues sur les exercices physiques n'étaient pourtant guère favorables à l'orientation que M. Demény voulait leur donner.

Mais comme la matière en elle-même ne m'en paraissait pas moins avoir un très grand intérêt, je voulus faire mon possible pour faciliter le travail de M. Demeny.

Je lui fis obtenir une mission en Suède et le fis nommer secrétaire d'une Commission dont j'étais le président et qui avait été créée par le Ministre de l'Instruction publique, en vue de perfectionnement de l'éducation physique². Dans ces deux circonstances, je n'eus pas à me louer des procédés de M. Demeny.

1. — Le *Gymnaste*, du 20 février 1904, page 894.

2. — Voir *Manuel d'Exercices gymnastiques et de Jeux scolaires*, Paris, Imprimerie Nationale, MDCCCXCI, page IX.

Il continua cependant à travailler auprès de moi, jusqu'au jour où je ne pus accepter certains de ses procédés. J'appris qu'il avait trouvé bon de modifier pour le rendre brevetable et d'exploiter en son nom un de mes instruments dont j'avais donné la description et qui était, par conséquent, dans le domaine public. Bien que légalement permise, cette manière d'agir n'est pas de celles que, dans le monde scientifique, on puisse considérer comme admissible.

L'instrument en question n'était autre que le *chronophotographe* dont M. Demeny s'attribue ainsi la paternité. Aujourd'hui M. Demeny se croit tout permis : il a emporté du laboratoire une quantité de documents qu'il publie maintenant comme ses travaux personnels. Je me hâte de dire que ces travaux m'avaient paru sans intérêt ; mais le fait de les avoir soustraits est la plus grave indécatesse que pouvait commettre un fonctionnaire attaché à un laboratoire. M. Demeny fait écrire qu'il s'est séparé de moi par suite de divergences de vues ; il paraît avoir oublié qu'une révocation ministérielle a brusqué cette séparation.

Les faits ainsi rétablis il ne me reste plus qu'à vous adresser mes remerciements, monsieur, et l'expression de mes sentiments très distingués.

Signé : MAREY.

M. Noël Bouton, neveu et légataire de Marey, donne à cette lettre le commentaire suivant, adressé à *l'Avion* :

« Je vous citerai encore la conférence sur la *Chronophotographie* faite par Marey, en 1899, au Conservatoire des Arts et Métiers et publiée ensuite chez Gauthier Villars. On y lit, page 26 » :

« — Pendant que je poursuivais ces recherches, j'appris que mon préparateur (M. Demeny), qui connaissait bien mon *Chronophotographe*, pour s'en être servi maintes fois à la Station Physiologique, avait fait breveter cet appareil sous son propre nom. Pour que la chose fut possible, il avait introduit dans la construction de l'instrument une modification, bien connue dans mon laboratoire, mais que je n'avais pas employée. »

« *L'Avion* du 14 mars publie la réponse que M. Demeny lui a adressée.

Réponse de M. Demeny.

M. le D^r Loisel, directeur du journal *l'Avion*.

Monsieur,

Vous avez inséré dans le numéro de votre journal du 28 février dernier, une lettre pleine d'inexactitudes et de malveillance à mon égard, qui tendrait à me faire passer pour un faussaire et un homme sans dignité.

Je suis heureux que vous me donniez une bonne fois l'occasion de faire la lumière complète sur des incidents que vous voulez absolument réveiller dans l'intention de donner le beau rôle à M. Marey en vous appuyant sur une lettre d'un vieillard malade, inconscient et plein de rancune à mon égard. En attendant que nous tirions cette chose au clair, car je veux une explication publique qui ne laisse plus aucun doute sur ma conduite, je vous requiers d'insérer les rectifications suivantes conformément à la loi.

Ma collaboration avec Marey ne s'est pas bornée à un travail de préparation ; elle a été effective, de tout instant et a duré quatorze années. M. Marey était absent six mois sur douze, je travaillai seul pendant ce temps et lui apportai le résultat de mes recherches.

C'est avec moi qu'il a créé la Station physiologique. Il m'a fallu deux années de démarches pour obtenir les terrains et les subventions nécessaires ; c'est moi qui en ai fait les plans avec M. Sansbœuf. J'avais élaboré, avant la création, un plan d'études qui devait servir de base de travail ; grâce à ce programme rédigé dans un but social et pratique, la Ville de Paris a accordé son concours. La subvention de 12.000 francs, votée le 12 décembre 1881, était libellée : *Subvention relative à la gymnastique rationnelle et à son enseignement*.

J'étais chargé de ces recherches et je les ai menées à bien comme chacun sait. J'ai donc rempli tous mes engagements. M. Marey a-t-il tenus les siens ?

J'étais au début l'homme indispensable, je devins gênant quand j'essayai de

réaliser le plan convenu ; je n'eus donc qu'une faute, celle de faire mon devoir. Quoique les diplômes n'aient rien à voir ici, je tiens à votre disposition celui de bachelier ès sciences que j'ai obtenu à Lille le 21 juin 1868 avec la note très bien. Je ne pense pas que M. Marey ait pu me le faire accorder à cette époque¹. Dans la Commission de gymnastique à laquelle il est fait allusion, M. Marey a joué un rôle plutôt effacé et j'ai rédigé seul le *Manuel d'exercices physiques* de l'Instruction publique.

Les échanges continuels d'idées constituaient une collaboration constante et si profonde qu'il serait difficile de faire exactement la part de ce qui revient à l'un et à l'autre dans les travaux publiés de 1882 à 1891, sauf pour les études sur la locomotion humaine et la mesure du travail dépensé qui m'appartiennent complètement.

Pour ce qui est du cinématographe, l'appareil que j'ai fait breveter en 1893 contient un mécanisme d'entraînement de la pellicule *tout à fait* différent de celui de l'appareil Marey. C'était cependant la seule chose brevetable dans le cinématographe et mes brevets ont été accordés en Allemagne et aux Etats-Unis après un examen sérieux. Ils constituaient une invention réelle *dont tous les frais ont été supportés par moi*. Si mes brevets avaient été ceux de Marey, M. Gaumont n'aurait pas pu les exploiter pendant quinze années sous mon nom. En réalité, il y a eu l'appareil *Marey*, qui est mort-né, puis l'appareil *Demeny*, ensuite l'appareil *Lumière*. En cherchant bien, on trouverait même que Ducos du Hauron, Jansen et d'autres ont fait de la chronophotographie avant Marey comme on avait inventé la méthode graphique avant lui ; le tambour enregistreur dit de Marey est du D^r Buisson en 1859.

Mes livres ont été publiés avec mes travaux personnels, travaux qui appartiennent sans conteste à l'auteur. Cependant, on trouve ces travaux sous mon nom dans le livre *Le Mouvement*, de Marey lui-même, et ils rapparaissent ensuite sous le nom de Marey seul, dans la *Physique biologique*, sous la signature du D^r Richer.

Je suis parti du laboratoire que j'avais créé, fatigué d'injustices criantes qui me rendaient la situation intolérable et parce qu'on me promettait une compensation qui ne fut jamais donnée. J'ai refusé de donner ma démission, ne voulant pas céder la place après 14 années de services rendus et reconnus par Marey lui-même dans ses lettres et dans ses ouvrages. En me remplaçant sans aucune explication on m'a fait perdre mes droits à la retraite et on a commis un acte qui fait peu honneur au signataire.

M. Bouton exhume la lettre de Marey dans l'intention de jeter le discrédit sur mon nom ; je le mets au défi de me prouver que le résumé de ma conférence à la Ligue de l'Enseignement, ci-inclus, n'est pas de la plus stricte exactitude.

Quant aux lettres anonymes, je ne connais pas ce procédé, je signe ce que j'écris et ne m'engage que pour ce que je signe.

Veuillez accepter l'assurance de ma considération distinguée.

G. DEMENY.

L'Avion ajoute :

Une simple remarque :

Ce serait donc non pas le professeur Marey, mais M. Demeny qui serait le grand savant, auquel la France et l'humanité tout entière ont depuis longtemps rendu toute justice, et s'apprête à élever un monument commémoratif impérissable ?... A côté de ses études admirables sur la circulation du sang et sur l'élasticité, Marey se livra à une série de recherches du plus haut intérêt sur le *vol des oiseaux* qui en font un précurseur certain des aviateurs contemporains.

1. — De l'enquête que nous avons faite, il résulte que la Faculté des Sciences de Lille a délivré, le 21 Juillet 1868, c'est-à-dire un mois après le 21 Juin 1868, un diplôme de bachelier ès sciences à un candidat du nom de Demeny ; ce candidat a été reçu avec la note assez bien et non très bien.

D'un côté, nous avons l'affirmation péremptoire de M. le professeur Marey et le relevé des registres de la Faculté des Sciences de Lille ; de l'autre, l'affirmation de M. Demeny qui ne concorde pas avec les registres de cette Faculté. Le différend peut être d'ailleurs très facilement tranché par la Direction de l'Enseignement supérieur au Ministère de l'Instruction publique. Une trace doit exister dans les Archives, de la dispense accordée à M. Demeny, si vraiment M. Marey ne fait pas erreur.

Enfin, *l'Avion* du 21 Mars publie une lettre de M. Noël Bouton, neveu et légataire de Marey, répliquant à M. Demeny. Sa longueur nous oblige à n'en donner qu'un Extrait.

Extrait de la réplique de M. Noël Bouton.

M. Demeny vous a envoyé une réponse injurieuse à la mémoire de celui qui l'aïda et le tira de néant... Marey, homme excellent, désintéressé, d'un caractère et de rapports charmants n'eut pas d'ennemis, seulement quelques envieux ou parasites comme il en rôde autour des inventeurs pour les exploiter... Si la lettre de Marey, dévoilant l'attitude de M. Demeny à son égard est triste, elle n'est certes pas celle d'un *vieillard inconscient et plein de rancune*, personne ne pardonnait plus que lui, on peut s'en rendre compte dans ses divers écrits où il parle de M. Demeny, *même après sa réocation* et s'il a fini par se fâcher, c'est que vraiment l'abus devenait criant. Puisque M. Demeny continue à prétendre qu'il a fondé la Station Physiologique, alors qu'à cette époque il n'était connu que comme violoniste, je ne puis mieux faire que de mettre sous vos yeux ce passage d'une conférence faite par le professeur Marey au Collège de France et publiée dans la *Revue Scientifique* de Décembre 1894 et janvier 1895. Voici le résumé du passage de cette Conférence :

En 1878, à la fermeture de l'Exposition Universelle, le général Farre ministre de la Guerre, intéressé par les expériences de Marey sur la marche de l'homme et sur la locomotion du cheval mit à sa disposition les terrains du Champ de Mars où se trouve aujourd'hui la tour Eiffel. Un officier de génie établit un plan de piste circulaire de 500 mètres. Le terrain ayant été cédé par l'Etat à la Ville de Paris, celle-ci, sur la proposition de M. de Heredia, président du Conseil municipal, mit à la disposition de M. Marey le terrain du Parc-des-Princes et vota une subvention annuelle de 42.000 francs pour l'entretien de l'établissement nouveau.

L'Etat, sur la demande de Jules Ferry fit construire les bâtiments. Pour augmenter ces ressources Marey transféra dans ces nouveaux locaux le laboratoire des Hautes Etudes qu'il dirigeait au Collège de France ainsi que tout le matériel et les instruments qu'il avait créés depuis plus de vingt ans.

« Quel était donc l'âge, le passé et les travaux de M. Demeny à cette époque¹, » ajoute M. Bouton, pour que l'Etat et la Ville fondent pour lui des laboratoires ? Oublie-t-il donc que c'est Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique qui, le premier, mit Marey à la tête de l'enseignement et des laboratoires de physiologie de l'Etat ? »

Au sujet de la chronophotographie, M. Bouton ajoute :

« A la mort de Marey, nous reçûmes du monde entier des articles nécrologiques qui tous rendaient un éclatant hommage au grand savant ; je fus surpris cependant de la confusion répandue un peu partout en ce qui concernait l'invention du chronophotographe, principalement dans la presse française. J'en cherchai les causes et demandai un jour à un journaliste où il avait pris les renseignements qu'il avait publiés : « Dans le *Nouveau Larousse* », me dit-il. En effet, je vis dans ce dictionnaire un article touffu où quantité de noms ne semblaient avoir été mis que pour jeter la confusion, et où le nom de Marey ne venait qu'en comparse², j'appris enfin par un ami qui avait travaillé à cet ouvrage, le nom de l'auteur de l'article : c'était un ami de M. Demeny ! Je ne fus plus surpris en lisant la conférence de M. Demeny à la Ligue française de l'Enseignement d'y retrouver son nom. Ainsi, sournoisement, dans l'ombre, sans en avoir l'air, on travaillait à dépouiller Marey !

» Dans une publication datant de 1899, Marey se plaint une première fois ; — en 1904, à la suite de l'article du *Gymnaste*, il proteste une seconde fois. — M. Demeny n'en a rien ignoré, mais n'a pas alors bougé : il a attendu que cinq

1. — M. Demeny étant né en 1850, avait 28 ans à cette époque.

2. — M. Demeny a usé du même procédé à l'égard de Ling, dans son livre *l'Ecole Française* où, sous prétexte de nommer les précurseurs de Ling afin de le mieux combattre il l'égare dans une foule disparate de noms cités ainsi en quantité pour faire diversion.

années se soient écoulées pour produire ses prétentions, croyant sans doute que personne ne lui répondrait.

En 1900, à l'Institut du Parc-des-Princes, Marey s'était plaint à M. Gaumont de l'indélicatesse dont il avait été victime ; celui-ci lui répondit que s'il avait connu l'origine du brevet Demeny il ne l'aurait pas exploité. Enfin vers la même époque un ami vint faire auprès de Marey une démarche pour faire rentrer M. Demeny en grâce. M. Demeny était repentant à cette date ! Quant à Ducos du Hauron et Jansen que M. Demeny cite (toujours pour jeter la confusion) leurs idées et leurs travaux sont cités tout au long dans le rapport officiel de la Centennale à l'Exposition de 1900, par Marey lui-même.

» *Marey était absent six mois sur douze*, dit M. Demeny. Que veut-il insinuer ? Marey avait fondé à Naples un laboratoire que sa santé et aussi le manque de soleil et de lumière de nos hivers l'avaient contraint d'y installer ; c'est là qu'il fit ses expériences et ses études de la *locomotion sous l'eau* et beaucoup d'études sur le *vol des oiseaux* ; M. Demeny ne l'ignore pas puisqu'il y est allé ?

» Revenant sur la *Commission de Gymnastique*, M. Demeny dit que Marey n'a joué qu'un rôle effacé, que c'est lui-même qui a tout fait. Qu'il me permette de préciser : Marey ne voulant pas couvrir de son nom des actes n'ayant rien à voir avec le but proposé, ne reparut plus, dévoila les faits, comme c'était son devoir et cette Commission fut dissoute, sans bruit et sans scandale¹...

» Il est vraiment regrettable que M. Demeny n'ait pas compris tout l'honneur que Marey lui avait fait en l'associant à ses travaux... » Veuillez agréer, etc...

Noël BOUTON.

M. Demeny reconnaît lui-même que Marey a découvert la chronophotographie. Nous ajoutons cet autre document à la réplique de M. Bouton.

Le 6 décembre 1891, M. Demeny donne une conférence au Conservatoire national des Arts et Métiers sur la *Photographie théorique et technique*² ; il débute ainsi :

« M. le professeur Marey, mon maître, m'a confié la tâche d'exposer devant vous la méthode de la chronophotographie dont il est l'auteur. C'est une marque de confiance et d'amitié dont je tiens à le remercier publiquement... La méthode graphique... s'est introduite dans le vaste domaine des sciences biologiques, grâce aux travaux de M. le professeur Marey ; il me suffira de vous rappeler quelques-unes de ses conquêtes pour vous faire juger de son rôle important.

C'est grâce à la méthode graphique que... les phénomènes qui semblaient les plus incohérents ont été ramenés à des lois relativement simples... M. Marey imagina alors un fusil photographique... Dans ce fusil une plaque circulaire faisait le tour à la seconde et s'arrêtait douze fois pendant cette révolution... Ce fusil était un petit chef-d'œuvre mécanique... En comparant cette étude (la physiologie comparée des mouvements des êtres animés) de celle de l'anatomie des organes locomoteurs, on mettrait par cela même en évidence les rapports intimes de l'organe et de la fonction. Cette vaste étude, dont le plan est indiqué, préoccupe depuis longtemps M. le professeur Marey. Déjà les lois de la morphologie des animaux ont été esquissées par lui dans des Notes qui peuvent être considérées comme la préface d'un immense travail qui serait à la physiologie des mouvements ce que l'œuvre de Cuvier et de Geoffroy est à l'anatomie comparée... Les dernières applications de la chronophotographie ont été faites avec succès par M. Marey aux mouvements des petits animaux, même à ceux qui ne sont visibles que dans le champ du microscope... M. Marey a pu sur ces épreuves (vol de l'insecte) vérifier des faits que sa sagacité lui avait fait prévoir et que la méthode graphique n'avait pu qu'indiquer. »

1. — M. Marey a fait partie de deux Commissions en 1887 et en 1898. Il présida la première le 18 octobre 1887, de cette Commission est sorti le *Manuel d'exercices gymnastiques et de Jeux scolaires*. Paris, Imprimerie Nationale 1891, page 9 ; il n'assiste pas à la deuxième, le 31 octobre 1898.

2. — DEMENY : *Conférences publiques sur la photographie théorique et technique*, Paris, Gauthier-Villars et fils, 1892.

M. Bouton nous dit pourquoi la première Commission d'Éducation physique du 18 Octobre 1887 fut discrètement dissoute. Une deuxième Commission, nommée en 1898, ne tint que deux séances auxquelles M. Marey ne se rendit pas. Cette Commission avait nommé M. Demeny comme rapporteur. L'avortement des travaux de cette deuxième Commission, coïncidant avec la nomination de M. Demeny, et l'abstention de M. Marey, permet d'admettre qu'une deuxième fois M. Marey avait dû agir.

L'*Avion* nous a révélé ces choses en 1909.

On trouvera dans la *Revue des Jeux scolaires* du mois d'octobre 1898, page 175, le Compte rendu complet des travaux de cette Commission mort-née.

Elle se réunit le lundi 31 Octobre 1898, à 4 h. 1/2 de l'après-midi, au Ministère de l'Instruction publique. Elle comprenait cinquante-un membres. Elle se divisa en deux sous-commissions.

La première sous-commission, celle de la *gymnastique* comprenait : MM. GREARD, BAUDIN, BAYET, BEDOREZ, D^r BROUARDEL, CAZALET, COUTANT, DEMENY, DERUÉ, comte FERY D'ESCANDS, FOURTEAU, GRÉBEAUVAL, HETTAT, D^r LAGRANGE, LEVRAUD, LIARD, D^r MAREY, MÉRILLON, RABIER, SANSBEUF, STREHLI, D^r TISSIÉ, DE VILLENEUVE.

A la deuxième sous-commission, celle des *Jeux et des exercices de plein air*, siégeaient :

MM. GREARD, BELLAN, BAILLIF, BERTHELOT, BRÉAL, BRAENNING, BUISSON, CALLOT, BARON de COUBERTIN, DESCUBES, le père DIDON, DUCHAMPS, ESCUDIER, FLEURET, FRINGNET, GOUDINOT, ROSENZIVEIZ, ROUSSELOT, PASCHAL GROUSSET, vicomte LÉON DE JANZÉ, MARCADET, D^r MAREY, MONTAIGNE, TERRIER, D^r TISSIÉ, COMTE DE VILLERS.

Je détache les lignes suivantes du compte rendu de la première réunion :

« M. le Secrétaire des séances donne lecture d'une lettre de M. le docteur Marey, professeur au collège de France, directeur de la Station »
» Physiologique du Parc-des-Princes, demandant que des modifications »
» soient apportées au *Manuel* ministériel de gymnastique et des jeux »
» de 1891. »

Ce manuel a été rédigé par M. Demeny de son aveu même.

« La Commission d'études nomma rapporteurs MM. le docteur Tissié et »
» Demeny les chargeant d'élaborer les divers programmes devant être »
» soumis ultérieurement à la première sous-commission de gymnastique. »

Je me mis au travail et je rédigeai un projet de programme en vue du *Nouveau manuel*. Les épreuves furent tirées par l'Imprimerie nationale.

Le plan de ce travail était basé sur la méthode de gymnastique suédoise de Ling. N'entendant plus parler de la Commission, je demandai l'autorisation à M. Rabier, directeur de l'Enseignement secondaire, d'utiliser pour mon livre l'*Education physique* (Paris, Larousse 1902) la partie du rapport que j'avais rédigée, et qui m'appartenait. J'ai publié ce travail à la page 93 de ce livre.

Tel est l'incident Marey-Demeny-Bouton.

★★

Le 1^{er} août 1903, le *Cours théorique et pratique de gymnastique* est ouvert pour un mois au lycée Janson de Sailly. M. Demeny en est le Directeur. Ce cours est fondé et rétribué par l'Union des Sociétés de gymnastique de France. La dépense afférente à la rétribution des professeurs s'élève cette année là, pour l'*Union*, à 3.069 fr. 15. M. Cazalet, président de cette Union en est le grand chef.

L'Université accorde à ce Cours rétribué par une Association privée l'officialité de ses diplômes d'Etat.

En décembre 1907, M. Demeny, qui avait été nommé professeur de Physiologie appliquée à l'Ecole militaire de gymnastique de Joinville, est remercié.

En 1908 commence une très vive campagne dont le but est de faire échec à l'école de Joinville par la fondation d'un *Institut civil d'Education physique* dont M. Demeny serait le directeur, comme représentant de l'Union des Sociétés de gymnastique, la grande « électrice » nationale.

Voici ce que dit M. le docteur Lachaud, député, membre de l'Union, dans le *Gymnaste* du 25 janvier 1909, pages 959-961.

« Il importe que nous soyons tous d'accord pour obtenir la création » d'un Cours supérieur. Comment le Cours doit-il être organisé ? Il doit « à mon avis être calqué sur le Cours supérieur créé par les *Sociétés de gymnastique de France* ; le programme de l'enseignement qui doit y » être donné doit s'inspirer de celui que donne le Cours supérieur de nos » Sociétés de gymnastique. Il ne doit pas présenter d'exagération ni dans » un genre ni dans un autre, *il importe surtout qu'il ne soit pas la pâle » imitation de méthodes étrangères qui ne conviennent pas en réalité ni » à notre caractère, ni à notre tempérament.* »

M. Lachaud veut parler de la méthode suédoise. Or cette méthode est appliquée à l'Ecole de Joinville ; le nouveau règlement d'Education physique de l'armée du 21 Janvier 1910 qui a été élaboré par l'Ecole de Joinville, est suédois. Donc, avec le concours de l'Etat l'Union ferait échec à l'Enseignement de Joinville.

Tout cela est fort triste. Vraiment, la France a le droit de demander que de tels faits cessent au plus tôt.

D'ailleurs, l'étranger, qui suit nos travaux et qui les juge impartialement, sait où est la vérité ; voici ce qu'en pense le journal russe le *Rousskii Invalid*, journal officiel rédigé au Ministère de la Guerre russe. L'article suivant a été publié dans le numéro du 11/24 septembre 1910.

Nous l'extrayons de la *Petite Gironde* du 9 novembre 1910.

**Le Nouveau Règlement d'Education physique
approuvé par le Ministre de la Guerre le 21 Janvier 1910.**

« Donnons tout d'abord l'historique de ce règlement :

» Jusqu'en 1902, l'armée française était dotée du règlement de 1893, élaboré d'après le système d'Amoros, et laissant une large part aux exercices acrobatiques (trapèze, anneaux, barre fixe, etc). La gymnastique était enseignée à Joinville-le-Pont d'après ce même système.

» En 1900, au Congrès international de gymnastique (à Paris), M. Demeny se prononça catégoriquement contre la gymnastique pratiquée dans l'armée française, à laquelle il reprochait l'empirisme, l'athlétisme et les acrobaties. A son retour d'une mission en Suède, M. Demeny fut nommé professeur de physiologie appliquée à l'Ecole de Joinville, et occupa cet emploi jusqu'au milieu de l'année 1907. En 1902 parut le nouveau règlement de gymnastique (du 22 octobre 1902), à la rédaction duquel collabora activement M. Demeny. Ce nouveau règlement avait pour base le système suédois, mais avec de nombreuses digressions et altérations, ce qui provoqua une violente critique de la part du docteur Tissié, partisan de la gymnastique suédoise pure, et une des plus grandes autorités de la France en matière d'éducation physique. Il en résulta une brouille de M. Demeny, non seulement avec M. Tissié, mais aussi avec la gymnastique suédoise, et de partisan qu'il était de cette dernière, il devint son

adversaire et répudia les déclarations enthousiastes qu'il avait faites auparavant sur elle. (CANONGE : « *De l'Éducation physique en France* », pp. 21, 42, 44.)

» Le règlement de 1902 fut introduit à l'Ecole de Joinville et dans l'armée. En 1905, on nomma au commandement de cette école le lieutenant-colonel Coste, qui avait étudié à fond, théoriquement et pratiquement, la gymnastique suédoise en France — où le Dr Tissié avait réussi à l'introduire dans toutes les écoles du département de la Gironde — et en Suède. Le lieutenant-colonel Coste avait, lors de sa nomination, reçu la directive suivante : « Surtout, pas de gymnastique suédoise. » Mais, sous l'égide du règlement de 1902, le lieutenant-colonel Coste commença dès le premier jour, en dépit de toutes les difficultés et menaces, à enseigner précisément la gymnastique suédoise, attendu que « le règlement lui-même », malgré ses défauts, « demeurait » heureusement plus suédois que ne l'auraient désiré à cette époque ses auteurs. Enfin, quand le général Picquart fut nommé ministre de la guerre, il devint possible d'enseigner ouvertement à Joinville la gymnastique suédoise pure. (Lieutenant-colonel COSTE : « *L'Œuvre de Joinville* », pp. 81-82.) Les officiers suédois qui fréquentaient constamment Joinville pour y étudier l'escrime contribuèrent dans une très large mesure à implanter la gymnastique suédoise à l'Ecole de Joinville et dans l'armée française.

» ... Un danger sérieux commença à menacer la gymnastique suédoise quand furent publiés le livre du député Lachaud : « *Pour la Race* », et celui de M. Demeny : « *L'Évolution de l'Éducation physique* ». Ces deux auteurs émettaient de nombreuses accusations passionnées contre la gymnastique suédoise, en proposant leurs méthodes, et causèrent une forte agitation au Parlement et dans l'armée. Mais ces accusations, qui prouvaient surtout que leurs auteurs ne connaissaient pas suffisamment l'objet de leurs critiques, furent facilement réfutées par le général Canonge¹ et par le lieutenant-colonel Coste, qui écrivirent les livres mentionnés plus haut. Le lieutenant-colonel Coste, en particulier, détruisit avec succès les arguments de M. Lachaud, prétendant que la gymnastique suédoise ennuyait les troupes et leur était inutile. Il lui suffit pour cela de réunir dans un livre l'œuvre, *L'Œuvre de Joinville*, sous forme d'annexe spéciale, une longue série de déclarations enthousiastes émanant d'officiers, de médecins et d'instructeurs de gymnastique, au sujet de la pratique de la gymnastique suédoise dans l'armée française. Ces déclarations sont étayées par les tableaux de mesurages exacts des résultats obtenus.

» Les défauts du règlement de 1902, signalés aussi bien par les partisans que par les adversaires de la gymnastique suédoise exigeaient que ce règlement fut refait. Les Sociétés de gymnastique résistaient énergiquement pour que le nouveau règlement rétablît l'ancienne gymnastique française. L'agitation de ces Sociétés retarda la publication du règlement approuvé par le Ministre de la Guerre dès le 21 janvier 1910. Mais finalement, le nouveau règlement de 1910 vit le jour. (Ici, l'auteur de l'article fait sans commentaires l'analyse de ce règlement.)

» Ainsi donc, le nouveau règlement français, en dépit des espérances que nourrissaient les présidents influents des Sociétés de gymnastique, ne fait que « tolérer » les exercices athlétiques aux anciens appareils, mais ne les rend pas obligatoires et ne leur consacre en tout que deux pages

1. — M. le général Canonge est également docteur en médecine. Sa compétence est donc double pour juger les choses de l'armée et de l'hygiène en gymnastique rationnelle.

(7 paragraphes) sur 249 paragraphes et 432 pages que compte le règlement. Sur les 242 autres paragraphes, 147 sont consacrés aux exercices de gymnastique suédoise *pure, obligatoire* pour tous, sans appareils et aux appareils.

» A. POLTORATSKII. »

La Petite Gironde ajoute :

« C'est au docteur Tissié qu'est due, malgré une tenace obstruction, l'introduction en France de la méthode de gymnastique suédoise. M. le lieutenant-colonel Coste était venu se documenter auprès de lui, à Pau, avant de prendre le commandement de Joinville. De l'union du docteur Tissié, du lieutenant-colonel Coste, du savant général-docteur Canonge, ancien professeur à l'Ecole de guerre, et du général Sarraill, directeur de l'infanterie, est né le nouveau règlement. »

Cet article provoqua aussitôt la réponse suivante de *l'Union des Sociétés de gymnastique* dont un docteur en médecine fût le porte parole. *La Petite Gironde* la reproduit dans son numéro du 23 novembre 1910.

Fédération des Sociétés de Gymnastique, Tir et Préparation militaire du Sud-Ouest.

Nous recevons la lettre suivante :

Bordeaux, le 17 novembre.

Monsieur le Directeur,

L'article paru dans le journal *La Petite Gironde* du 9 novembre 1910, sous le titre « La Gymnastique dans l'Armée française », a vivement ému tous les gymnastes du Sud-Ouest et ceux qui, dans notre région, s'intéressent à la cause de l'éducation physique. Sans vouloir entamer une polémique, et sans chercher à discuter la valeur des différentes méthodes de gymnastique en usage dans notre pays, nous considérons comme un devoir étroit (*sic*) de nous élever (*sic*), avec la plus grande énergie (*sic*), contre des affirmations dont le but nous semble trop intéressé et susceptible de nuire à l'enseignement que nous préconisons.

S'il est vrai, Monsieur le Directeur, que l'on juge un arbre à ses fruits, notre vieille gymnastique française créée par Amoros, Paz et leurs élèves, a donné des résultats tels, que nous pouvons les opposer sans crainte à tout ce que la méthode suédoise, que l'on essaie d'importer depuis quelques années en France, a pu faire d'utile et de profitable à la jeunesse.

Il serait superflu de rappeler le nombre considérable de jeunes gens entraînés, vigoureux et bien développés que nous avons fournis à l'armée. Qu'il nous suffise de vous faire constater les succès brillants obtenus au brevet d'aptitude militaire par près de 9.000 de nos élèves, et cela grâce à nos principes.

C'est dire assez haut que nos modes d'enseignement répondent de la façon la plus complète à ce que le pays attend de nous, c'est-à-dire, selon la parole célèbre du général Chanzy : « Faire des hommes dont l'armée fera des soldats. »

On rappelle dans cet article que c'est pendant le passage du général Picquart au Ministère de la Guerre que le *Manuel d'instruction militaire* a supprimé la gymnastique aux agrès ; permettez-nous de vous signaler qu'il y a quelques mois à peine, M. le général Picquart, assistant à la fête fédérale de Saint-Quentin, prononçait ces paroles mémorables, fruit des observations faites par lui à l'étranger : « Qu'il n'était pas nécessaire d'être Suédois pour être bon gymnaste. »

C'est avec orgueil que nous enregistrons cette déclaration toute à l'honneur de notre vieille méthode française et des résultats qu'elle a produits.

Nous jugeons donc inutile d'entrer dans le fond du débat et d'entamer une discussion sur ce terrain, mais il nous appartient à tous, gymnastes convaincus et partisans résolus de notre gymnastique française, de protester contre des tendances nouvelles, qui cherchent à détruire nos travaux et les résultats de notre enseignement.

Soucieux de réparer la faiblesse de notre race et de donner à nos jeunes

générations une virilité de plus en plus grande, nous continuerons, comme par le passé, à persévérer dans la voie où nous nous sommes engagés et à travailler pour le bien du pays.

« La caravane passe et les chiens hurlent », comme dit le proverbe arabe laissons juger ces nouvelles méthodes. L'engouement avec lequel on les accueille sera, nous le croyons, de courte durée, et nous sommes persuadés que le temps et l'expérience nous donneront raison. Ce sera la meilleure récompense de nos inlassables efforts.

Veuillez agréer, etc.

Le Président, D^r F. GACON.

Nous avons écrit cette lettre, lorsqu'on nous a fait savoir que le Ministère de l'Instruction publique du Japon, qui avait d'abord rendu obligatoire, dans les écoles, l'enseignement de la méthode suédoise, a modifié sa décision à la suite du retour de la mission spéciale qu'il avait envoyée en Europe. C'est maintenant la gymnastique de la France et de l'Allemagne qui doit être enseignée dans l'empire japonais.

On verra plus loin que le Président de l'*Union*, M. Cazalet, reprend ces mêmes arguments dans une lettre adressée à la *Dépêche* de Toulouse, reproduisant ce même article du journal russe.

Le *Gymnaste* du 3 décembre 1910, page 644, reproduit cette lettre. Il la fait précéder des lignes suivantes :

« UNE BELLE RÉPONSE. Les camarades liront, avec intérêt, la belle lettre » écrite par la *Fédération de la Gironde et du Sud-Ouest*, et parue dans » la *Petite Gironde* à la suite d'attaques renouvelées contre la vigoureuse » action de nos Sociétés. »

Le *Gymnaste* n'a pas reproduit l'article du journal russe.

Les « camarades » auraient pourtant intérêt à le connaître afin de mieux juger impartialement !

« On juge l'arbre à ses fruits », disent les gymnastes de l'*Union*. Quels sont les fruits de la vieille gymnastique française ! (si vieille, en effet, qu'elle en est caduque). Mauvais, puisqu'après un siècle de son application, notre race dégénère et qu'on cherche à la relever par une éducation physique rationnelle. Si « l'arbre » de la vieille gymnastique française avait donné de bons fruits, le nombre des malingres ne serait pas annuellement, pour l'infanterie seulement, de 15.000 non valeurs ! La Suède, au début du XIX^e siècle, se trouvait dans une situation pire que la France. Ling vint, il disciplina le mouvement ; un Français, le roi Bernadotte, comprit toute la valeur de cette discipline, il l'imposa à sa patrie d'adoption et la Suède s'est relevée !

Nous voulons relever la France. Pour cela nous voulons créer une mentalité nouvelle qui accepte la discipline du mouvement comme principe même du relèvement de la race, c'est contre cette discipline que M. Demeny et l'*Union* protestent au nom du moindre effort et du plus grand plaisir. Là est l'erreur qui embrouille tout :

L'argument du brevet militaire porte à faux.

Le programme de l'examen de gymnastique imposé aux candidats à ce brevet est suédois, il est extrait du *Règlement de l'Éducation physique de l'armée* du 21 janvier 1910. Ce règlement est suédois. L'enseignement donné à Joinville est suédois, donc, plus l'*Union* accusera un plus grand nombre de ses brevets, plus elle prouvera qu'elle pratique la gymnastique suédoise, ce dont nous serons très heureux.

Le témoignage d'autorité a moins de valeur que le témoignage des faits. Or nous possédons deux témoignages de faits.

Premièrement : M. Picquart a permis au lieutenant-colonel Coste d'appliquer la méthode suédoise à Joinville en supprimant toute entrave à son égard ;

Deuxièmement : la race dégénère, le nombre des malingres augmente, la natalité diminue.

« Il n'est pas nécessaire d'être Suédois pour être bon gymnaste », a dit le général Picquart.

Il a raison. Jusqu'à ce jour et avant la publication du Règlement de 1910, l'Union des Sociétés de gymnastique de France n'a jamais pratiqué de gymnastique au vrai sens du mot, elle n'a pratiqué que des mouvements d'ensemble incoordonnés et du *sport aérien à poids lourd* aux agrès de suspension, au-dessus du sol. L'homme est un « marcheur » et non un « grimpeur », son rôle n'est pas de grimper aux arbres comme les singes. « Il n'est donc pas nécessaire d'être suédois pour être un bon singe. » Le général Picquart a donc raison. Nous ne voulons rien détruire si ce n'est l'ignorance et le bluff arriviste indignes du génie de la France.

PROCÉDÉS

LES « COUPURES ». — LA CONFUSION DES POUVOIRS.

Le 24, 25, 26 et 27 Septembre 1905, le Congrès international d'Expansion économique mondiale est tenu à Mons.

Je reproduis ce que j'ai écrit à ce sujet dans la *Revue des Jeux scolaires et d'Hygiène Sociale*, de Juillet-Août-Septembre 1908, page 120.

« La Belgique a été, en 1905 le champ de bataille des Méthodes, au Congrès Olympique, à Bruxelles ; au Congrès de l'Education physique à Liège ; au Congrès mondial, à Mons.

« Résumant les vœux des deux précédents Congrès de Bruxelles et de Liège, le Congrès de Mons porta la question des méthodes devant les Sections de l'enseignement primaire, de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur. On se battit pendant trois jours, la lutte fut chaude entre les représentants de l'empirisme, de l'éclectisme et de la Méthode suédoise ; finalement le vœu suivant fut adopté le quatrième jour, à l'unanimité, en séance plénière du Congrès.

« *Dans la pratique des exercices corporels on recherchera de préférence les moyens dont la valeur, au point de vue de l'hygiène, de l'esthétique, de l'économie des forces et de l'effort moral, aura subi le contrôle expérimental uni à l'analyse scientifique. On s'inspirera d'une méthode fondée sur la connaissance physiologique des corps humains dont Ling a été le principal initiateur.* »

« M. Cazalet, qui avait envoyé à Mons un délégué de l'Union pour y combattre la Méthode suédoise, fut battu. Que fit-il alors ? Dans le texte du vœu, il supprima la dernière partie : *On s'inspirera d'une méthode..... dont Ling a été le principal initiateur*, et les membres de l'Union purent lire dans le bulletin officiel, de cette association le *Gymnaste* du 21 Octobre 1905, page 467, la phrase suivante : «...Le Congrès de Mons a confirmé purement et simplement le vœu de Liège et refusé de privilégier la Méthode suédoise » et voilà pourquoi encore au 65^e Congrès de l'Union, tenu à Paris le 4 Novembre suivant, on a pu lire dans le *Gymnaste* du 11 Novembre 1905, page 555, cet ordre du jour qui suivit la discussion sur la « Méthode » :

« Le Congrès de l'Union des Sociétés de Gymnastique de France, s'inspirant des conclusions... du Congrès d'expansion mondiale tenu à Mons... est d'avis qu'il y a lieu, pour les Sociétés de l'Union, de ne s'inféoder à aucune méthode, mais quelles ont le plus grand intérêt à suivre l'enseignement scientifique du *Cours supérieur d'Education physique*, dirigé par M. le professeur Demeny, enseignement qui sera prochainement complété par les conclusions de la Commission interministérielle ».

Conclusion : rejet de toutes les Méthodes *sauf celle de M. Demeny*, c'est-à-dire la Méthode acrobatique aux agrès de l'Union que le règlement du 22 Octobre 1902, rédigé par M. Demeny, avait mise à mal ; que le Président de l'Union voulait imposer au général André, *afin de sauver ses Sociétés* et qu'il a fini par faire glisser dans le nouveau règlement du 21 Janvier 1910. Le Ministre de la Guerre l'a reléguée à la fin en deux petits paragraphes, par simple « tolérance ».

Le 5 décembre 1909, le Congrès de la *Jeunesse Républicaine* émet entre autres vœux :

« ... Que, seule, l'instruction de la gymnastique *rationnelle* et la pratique du tir y soient enseignées (dans les groupements de la Jeunesse républicaine) conformément au décret et au programme en vigueur. »

Le *Gymnaste* du 11 décembre 1909, page 934, reproduit ce vœu, mais il le tronque en supprimant le mot *rationnelle*, c'est-à-dire la gymnastique basée sur les principes suédois. Dans sa réplique (*Dépêche* du 24 décembre 1910) au sujet d'un article que M. le Dr Tachard avait publié dans la *Dépêche* de Toulouse du 18 décembre 1910 : *Querelle de Gymnastes*, M. Cazalet s'affirme en faveur de la méthode amorosienne. Le Congrès de l'Union, dit-il, a demandé que le Ministre de la Guerre modifiât le *programme du brevet militaire* et il ajoute, au sujet de ce vœu « qu'il » ne serait pas d'une discussion loyale que de déformer une décision pour » la faire servir à des intérêts privés ». M. Cazalet a grandement raison. la loyauté doit dominer toutes les discussions, même toutes les querelles. Mais alors, pourquoi M. Cazalet pratique-t-il des « coupures » dans les textes des vœux des Congrès ? Quel est « l'intérêt privé » qui le fait agir ainsi ? Pourquoi *déforme-t-il* les textes qui le gênent et en fait-il des textes qui le servent. Est-ce de la discussion loyale ? Étrange mentalité que celle des « éclectiques amorosiens » qui consiste à se plaindre de *coupures non pratiquées* dans les textes de M. Demeny par M. Lefébure et d'en pratiquer eux-mêmes avec autant de désinvolture !

La victoire est ainsi toujours assurée pour eux. C'est pourquoi M. Demeny a pu dire au 75^e Congrès de l'Union, le 27 novembre 1910 : « *Dans les Congrès où nous avons toujours eu le dernier mot, nos adversaires se sont esquivés, car c'est sur le terrain scientifique seul que nous nous plaçons pour répondre.* » (Le *Gymnaste* du 14 Janvier 1911.) Singulier terrain scientifique que celui où l'on « coupe » les vœux gênants des Congrès afin « d'avoir toujours le dernier mot ! » — « *Nous ferons*, dit-il encore, *quelque chose de grand en France comme Ling l'avait prophétisé* ». Singulière citation d'autorité ! De quel droit M. Demeny s'autorise-t-il de Ling *puisqu'il a brisé le cadre de sa Méthode*, détruisant ainsi toute sa valeur physiologique et pédagogique, et que l'Union supprime le nom même de Ling par la « coupure » d'un texte de vœu favorable au système suédois ? La vérité est que M. Demeny a voulu créer sa Méthode en dénaturant la Méthode de Ling qu'il n'a jamais comprise. Il a échoué parce que la véritable préparation scientifique nécessaire à une telle réforme lui fait défaut.

Ceci m'amène à signaler un mouvement tournant qui se dessine contre l'Ecole de Joinville en utilisant cette même école pour la combattre par ses propres armes.

La nomination « sur l'initiation de l'Union » d'une Commission interministérielle pour l'unification des méthodes établissait de sa part la main mise sur les trois ministères de la Guerre, de l'Instruction publique et de l'Intérieur, puisqu'elle y avait fait nommer ses collaborateurs. Elle en dirigeait donc les travaux, elle imposait ses idées et ses tendances.

Le Ministère de la Guerre n'accepta pas cette tutelle ; les Ministères de

l'Instruction publique et de l'Intérieur l'acceptèrent. L'Armée échappait ainsi à l'Union. Sentant alors que son édifice branlait puisque la base militaire lui faisait défaut, toute sa tactique consista à encercler le Ministère de la Guerre et à le faire capituler, en le forçant à introduire dans le futur Règlement d'Éducation physique de la Guerre, la méthode de gymnastique de l'Union, c'est-à-dire *les agrès acrobatiques*. La Guerre se défendit ; c'est alors que M. Cazalet commit l'incorrection d'adresser le 4 septembre 1909 une lettre de rappel au Ministère de la Guerre¹, dans laquelle il dit que « la question de l'Éducation physique se trouve en » pleine anarchie, étouffée sous la pression des discussions de méthode et » des rivalités personnelles, qu'en 1902 l'unité de méthode avait été rom- » pue par le Ministère de la Guerre en faveur de la méthode du suédois » Ling » ; il y use de l'intimidation, laissant entendre que le Ministre de la Guerre aura à compter avec la fêrule « de la démocratie parlementaire » qu'il a, lui Ministre « l'obligation de soumettre la question du Règlement » en préparation « à l'examen et à l'exécution des mandataires autorisés » « de la seule autorité ».... c'est-à-dire « de la Commission interministé- » rielle » ; il demande s'il est « admissible que l'un quelconque des Minis- » tres intéressés puisse changer de méthode et vouloir imposer sa méthode » particulièrement aux autres » ; il se permet d'imposer au Ministre comme « un devoir.... de provoquer la réunion d'une nouvelle Commission » sans quoi il en résulterait « un dommage considérable pour le bien public » (le bien public, pour M. Cazalet, sont ses Sociétés de Gymnastique)... il dicte au Ministre ce qu'il faut qu'il fasse et, pour cela, il se « place sous » l'autorité des 148 députés signataires du projet sur la Préparation mili- » taire de la jeunesse ». Gare la fêrule !

L'étonnement est grand d'entendre parler ainsi le Président d'une Association privée *n'ayant aucun mandat* de la Nation, et de le voir imposer, aussi impérativement, au Ministre de la Guerre d'un pays comme la France, l'obligation de marcher à sa remorque sous peine d'interpellation parlementaire, et qui sait ? de chute Ministérielle !

Une telle confusion des pouvoirs devait provoquer une ferme réponse du Ministre de la Guerre ; il la donna, à la suite d'une nouvelle mise en demeure qui lui fut faite, cette fois, par un député, trois mois après, le 26 novembre 1910, au banquet de l'Union².

Il faut, dit M. le docteur Lachaud, que le Ministre de la Guerre, *qui était son invité au banquet*, « donne des ordres, pour que la méthode militaire se » rapproche le plus possible de la méthode des Sociétés françaises ». Ces Sociétés, constate le docteur Lachaud, ne peuvent vivre qu'à cette condition ; il faut donc « incorporer dans le Règlement militaire nouveau, » une grosse partie de la méthode qui donne dans les Sociétés de si bons » résultats ». « Je tiens à vous *tenir* (sic) en garde contre l'importation » suédoise ». « Il faut empêcher de pénétrer dans nos programmes officiels » cette méthode suédoise qui a si mal réussi dans notre pays. » « Conti- » nuons toujours à instruire nos jeunes soldats par la seule méthode qui » nous convient, l'ancienne gymnastique française ». Ainsi *sept ans* plus tard, MM. Lachaud et Cazalet, qui ne désarment pas, reprennent les mêmes arguments *en faveur des agrès acrobatiques*. Le 23 janvier 1903, M. Cazalet adresse une dépêche au général André pour protester contre le Règlement militaire du 22 octobre 1902, qui a supprimé ces agrès ; le 26 novembre 1909, M. Lachaud réclame toujours en leur faveur,

1. — Le *Gymnaste* du 18 septembre 1909, page 433. Cette lettre est à lire en entier. Elle reflète un état d'âme particulier.

2. — Le *Gymnaste* du 11 décembre 1909, page 951.

mettant en demeure le Ministre de la Guerre d'avoir à en passer par où veut l'*Union*.

Le Ministre de la Guerre se défend ; c'est pourquoi, à la double mise en demeure de la lettre de M. Cazalet, du 4 septembre 1909, et du discours de M. Lachaud, le 26 novembre 1909, il répond le 30 novembre 1909¹ qu'il est inutile d'insister, qu'il sait ce qu'il a à faire, qu'il est maître chez lui, qu'il agit à sa guise, de même que le Ministre de l'Instruction publique et celui de l'Intérieur ont agi à la leur, en suivant l'*Union*. Il faut lire en entier cette lettre, ferme et quelque peu ironique.

Le Président de l'*Union* y ajoute les lignes suivantes :

« Nous savions depuis quelque temps que cette réponse allait nous par-
» venir ; nous savions aussi que le nouveau Manuel allait paraître pro-
» chainement. Nous l'attendons avec *confiance* et nous ne demandons qu'à
» continuer à prouver au Ministre de la Guerre qu'il n'aura jamais d'auxi-
» liaires plus disciplinés, plus respectueux et plus dévoués que les gym-
» nastes. »

Le Règlement du 21 janvier 1910, paraît. *Il est suédois*. Il ne renferme, par *tolérance*, que deux petits paragraphes au sujet des agrès. Aussitôt, surprise et dépit, sinon colère de l'*Union*, dont les réponses du président de l'*Union*, à la *Dépêche* de Toulouse ; et du président de la Fédération du Sud-Ouest, à la *Petite Gironde*, donnent une idée. Le Ministre de la Guerre peut ainsi jauger la capacité du respect, de l'esprit de discipline et du dévouement des directeurs de l'*Union*, à son égard ; et en apprécier la réelle valeur à l'éprouvette du Règlement de 1910.

Ce respect, cette discipline, ce dévouement, sont si grands qu'à l'heure actuelle nous assistons à un mouvement tournant. Il mérite d'être signalé. Il va s'opérer en six temps.

Le voici :

Premier temps. — Introduction des agrès acrobatiques dans le Règlement d'Éducation physique du 21 janvier 1910 (paragraphes 216 et 217), *malgré cela le Règlement est suédois*.

Deuxième temps. — Le 27 novembre 1910, vœu émis par le 75^e Congrès de l'*Union*, demandant au Ministre de la Guerre d'avoir à *modifier* son programme d'examen des candidats au brevet d'aptitude militaire, de façon à donner *plus d'importance à la vigueur physique, etc.* Le programme actuel de l'examen au brevet militaire est *suédois*, il est établi d'après l'instruction ministérielle de 1908 et d'après le Règlement de 1910. Ce programme n'impose pas les agrès acrobatiques : trapèze, anneaux, barres fixes, etc. En demandant une modification au programme du brevet, l'*Union* demande une modification au Règlement du 21 janvier, en faveur d'une plus grande place à donner aux agrès, qui seuls, pour l'*Union*, donnent *de la vigueur physique*. En introduisant les agrès par les paragraphes 216 et 217, l'*Union* a voulu se servir de ceux-ci comme d'un coin pour l'enfoncer plus profondément le moment venu et essayer ainsi de détruire l'œuvre de Joinville, en s'autorisant du brevet militaire. Cependant, à côté de l'*Union*, se dresse l'*Union des Sociétés de Préparation militaire de France, dont le but est la Préparation militaire, et non spécialement la Gymnastique*. Cette *Union* a adopté la méthode suédoise ; ses instructeurs suivent les cours à l'École de Joinville.

Troisième mouvement. — Le lendemain du 75^e Congrès, le 28 novembre 1910, le groupe parlementaire de l'Éducation physique et de Prépara-

1. — Le *Gymnaste* du 11 décembre 1909, page 931.

tion militaire se réunit. Les deux présidents des deux Unions, MM. Cazalet et Chéron y assistent. M. Cazalet fait accepter le vœu émis la veille :

« Que le programme du Brevet d'aptitude militaire — lorsque l'autorité militaire jugera à propos de le modifier — le soit de façon à donner plus d'importance à la vigueur physique et à la résistance à la fatigue » qu'une longue pratique dans l'entraînement peut seule préparer convenablement. »

Le coin des paragraphes 216 et 217 s'enfonce un peu plus. Cependant le Conseil d'administration de l'Union des Sociétés de Préparation militaire de France proteste par le vœu suivant :

Considérant :

« Que l'avis formulé par le groupe parlementaire de la Préparation militaire, du 28 novembre 1910, tend vers l'augmentation des difficultés de l'épreuve de gymnastique inscrite au programme du B. A. M. (Brevet d'aptitude militaire) ;

» Que cette préparation est définie par l'instruction militaire de 1908, dans des conditions telles que la floraison des Sociétés agréées par le Gouvernement (S. A. G.) place aujourd'hui 600.000 adhérents sous la direction et le contrôle technique de l'autorité militaire ;

» Qu'il y a lieu de ne pas augmenter les difficultés du programme avant qu'une organisation aussi complète que possible ait mis tous les jeunes Français en situation de le connaître et de l'appliquer ;

» Que l'importance de la vigueur physique est parfaitement indiquée par les difficultés de l'épreuve de gymnastique et que cette importance ne saurait être demandée à des difficultés provenant de la gymnastique artistique ou athlétique accessible seulement aux sujets exceptionnels,

Émet le vœu :

« Que M. le Ministre de la Guerre maintienne en ce qui concerne » la constatation de la vigueur physique le programme de 1908. »

Ce programme est appliqué par la Ligue Française de l'Éducation physique aux jeunes gens de ses Cours d'Instruction militaire. Nous pouvons personnellement certifier médicalement qu'il répond aux desiderata de l'armée et de la physiologie de l'entraînement rationnel.

Quatrième mouvement. — Le Président de la République, M. Fallières, prenant congé de l'Union à la Fête fédérale de Tourcoing, en 1906, disait : « J'adresse un adieu, vous voudriez que je dise un au revoir, à ces » Sociétés, etc. » Depuis, il s'était abstenu de présider ces fêtes. Il présidera, cette année, celle de Caen. Il donnera ainsi, par sa fonction même présidentielle, son approbation à la Méthode de l'Union.

Cinquième temps. — L'École de Joinville sera représentée à cette fête, et c'est ici que le coin s'enfonce à faire éclater la méthode suédoise avec les paragraphes 216 et 217. Car tout fait prévoir que Joinville sera obligé de présenter des sujets entraînés aux agrès acrobatiques. Déjà l'Union annonce le fait dans un entrefilet de son bulletin officiel, sous le titre : GYMNASTES-SOLDATS.

Sixième temps. — L'Union a gagné la partie ; tous les efforts faits en France pour mettre de l'ordre dans beaucoup de désordre, ont été vains. C'est la défaite d'une Idée juste, la mort d'une méthode rationnelle par laquelle la Race aurait pu être rapidement relevée.

A moins que l'Union ne reconnaisse son erreur, et que la main dans la main nous puissions marcher avec elle dans une voie féconde pour la France ! Quel beau rêve ! Ce n'est, hélas ! qu'un rêve ! Quelle sera la

réalité ? Triste, bien triste, si la mentalité des directeurs de l'Union est encore celle qui leur dicta l'acte suivant.

Ayant dit, dans la critique du *Nouveau Règlement de l'Instruction de la Gymnastique militaire*, publiée dans la *Revue scientifique*, que la gymnastique aux agrès de suspension était une gymnastique antiphysiologique à laquelle les singes seuls peuvent se livrer sans provoquer de désordre dans leur économie puisqu'ils possèdent quatre mains et une queue, *cinquième main*, pour s'accrocher en l'air, le *Gymnaste*, bulletin officiel de l'Union des Sociétés de gymnastique de France, publiait, le 20 juin 1903, l'entrefilet suivant :

Un Inspecteur de la Gymnastique.

« M. le docteur Ph. Tissié vient de terminer une série d'articles intitulés : *HYGIÈNE*, et publiés dans la *Revue scientifique*, en disant que pendant longtemps « on s'était laissé séduire par le trompe-l'œil des exhibitions des Sociétés de » gymnastique, mais qu'enfin on vient de porter un coup mortel à leur gymnastique de singe.

» Nous connaissons depuis longtemps les intempérances de langage de M. le Dr Tissié, mais nous avouons cependant que nous aurions cru difficilement qu'un inspecteur de la gymnastique, fonctionnaire officiel, put se permettre d'aller si loin. Nous livrons sans commentaire de telles paroles à l'appréciation de nos maîtres si dévoués, déjà traités par M. Tissié d'incompétents, de mécaniciens et de manœuvres... et nous envoyons à tous ces camarades — dont la simplicité n'a d'égale que le patriotisme — l'expression de notre sympathie affectueuse et émue. »

L'Union toute puissante nous désignait ainsi aux foudres de l'Administration Universitaire en même temps qu'à la vindicte de ses professeurs de gymnastique que nous inspections dans les lycées et collèges. Ainsi elle mettait le médecin en demeure d'avoir à opter entre sa conscience scientifique, médico-pédagogique et sa situation d'inspecteur.

Nous répondîmes, *premièrement*, que le médecin passait avant l'inspecteur ; celui-ci s'appliquait, vainement d'ailleurs, à faire supprimer les agrès des gymnases des lycées et collèges, afin de donner satisfaction au *Manuel de l'Instruction publique des Exercices physiques*, de 1891 ; *deuxièmement*, que l'Union, en demandant l'ouverture des *Cours d'éducation physique* en faveur de ses maîtres, reconnaissait la nécessité d'élever leur niveau intellectuel ; *troisièmement*, qu'ayant comparé le corps humain à une machine industrielle de grand prix et fort délicate dans sa fonction, sa direction physique devait être confiée à des « ingénieurs biologistes », d'après l'heureuse expression de M. Demeny lui-même, et non à des mécaniciens ou à des manœuvres, ces deux qualificatifs n'ayant jamais été considérés comme injurieux. Nous ignorions alors que M. Demeny avait traité le groupement de ces maîtres de : « *triste milieu* ».

Nous avons pu souffrir de l'indépendance jalouse qui présida à tous nos actes. Tout bien pesé, nous ne le regrettons pas. Mieux vaut être quelqu'un que quelque chose.

L'ambition de M. Cazalet est de devenir « le Grand Maître de l'Université » au point de vue de la gymnastique. Pour cela il lui faut le concours de tous les professeurs de gymnastique des Etablissements scolaires.

Grâce au Ministre de l'Instruction publique il possède, dit-il, la liste complète, « qu'il désirait avoir depuis longtemps » (*sic*) des professeurs de gymnastique des Lycées, Collèges et Ecoles normales.

Le 5 Mai 1904 (*Gymnaste* du 7 Mai 1904, page 1.203), il adresse une lettre à chacun de ces professeurs, lettre dans laquelle il leur demande « d'entrer dans » notre grande famille de l'Union en qualité de membre associé — et il ajoute : « Elle cherche (l'Union) par tous les moyens, à ce que les professeurs de gym-

» nastique gagnent en égard, en considération et en traitement et après avoir
» contribué à la création du *Cours supérieur*, elle vient de prendre l'initiative
» de chercher à résoudre la question du classement des professeurs de gymnas-
» tique des Collèges. L'accueil qui lui a été fait par l'Administration, lui permet
» d'espérer qu'elle réussira. D'ailleurs, la cause est trop juste pour qu'avec de
» la persévérance, une amélioration ne se produise pas, mais ce sera d'autant
» plus facile, que nous serons plus nombreux, c'est-à-dire plus forts. Aussi,
» est-ce avec l'espoir de recevoir votre adhésion par un prochain courrier (*sic*)
» que je vous prie de croire Monsieur et cher camarade, à mes sentiments les
» plus sympathiques et les plus dévoués. »

Le Président,
Charles CAZALET.

Ainsi l'*Union* pénètre à ce point l'Université qu'elle se substitue à son Administration « pour résoudre la question du classement des professeurs » de gymnastique des collèges ». Cependant cette solution ne peut être obtenue qu'en étant *forts*, par le nombre *afin d'imposer des volontés*. De quel droit M. Cazalet se substitue-t-il à l'Université pour que les professeurs de gymnastique « gagnent en égard et en considération » ? L'Université n'en a donc pas pour de tels auxiliaires ? Quel sans gêne vis-à-vis du Ministre de l'Instruction publique ! Pourquoi ne fonde-t-il pas la « *Ligue nationale des Gens auxquels on doit des Égards* » ? Ce serait plus simple.

Revenons à M. Demeny.

C'est avec de tels partisans de l'erreur que M. Demeny a signé une alliance défensive et offensive contre la Vérité scientifique et la Raison.

Je résume :

1^o M. Demeny est découragé parce que son œuvre du Règlement du 22 octobre 1902 est critiquée. Pourquoi cette faiblesse, s'il est vraiment fort par la vérité scientifique ? Ce découragement prouve qu'il a peu de confiance en son œuvre. Il passe, aussitôt après nos critiques, dans le camp ennemi ;

2^o M. Demeny exploite commercialement, légalement d'ailleurs, les travaux du laboratoire poursuivis en communauté d'idées et d'action avec le directeur de la Station Physiologique du Parc-des-Princes, M. le professeur Marey ;

3^o Tous les frais du brevet qu'il prend à ce propos sont, dit-il, supportés par lui. Qui donc devait les supporter, sinon M. Demeny ? Pas M. Marey ni le laboratoire, assurément. Pourquoi soulever cette question d'argent ?

4^o M. Demeny quitte le laboratoire sur la promesse d'une *compensation*. Quelle compensation voulait-il avoir ? M. Demeny est éclectique. Positiviste et compensateur, il se réclame à la fois d'Auguste Comte et d'Azaïs ;

5^o M. Demeny avoue avoir été éliminé de la Station Physiologique *sans explication (sic)* et avoir ainsi perdu ses droits à la retraite. Cette question est importante. C'est la plus importante de tous les documents versés au débat.

6^o L'Ecole normale militaire de gymnastique de Joinville se prive en 1907 du concours scientifique de M. Demeny après une expérience poursuivie par elle pendant six années, au cours desquelles M. Demeny a pu donner toute la mesure de sa valeur scientifique. « J'ai évolué depuis 1907 », déclare M. Demeny en 1910.

7^o M. Demeny traite le milieu spécial dans lequel il se trouve : « de triste milieu ». Il établit donc « sa tristesse scientifique » en s'unissant à ce milieu. Il a dû faire taire sa conscience d'homme de science « au » risque d'être taxé d'anti-national et de se voir jeter la pierre. »

Après avoir combattu les hommes ennemis du progrès et de la vérité, il va vers eux pour combattre les hommes amis du progrès et de la vérité.

Pour donner le change sur sa désertion il découvre *instantanément*, du jour au lendemain, de graves erreurs dans la méthode suédoise, le procédé qu'il utilise est très simple : il consiste à attribuer à Ling les fautes qu'il commet lui-même, telle par exemple la critique de l'exercice dit : *Courberaidie*, au moyen de la silhouette schématique en bois d'un bonhomme qu'il a faussement articulé afin de mieux asseoir sa critique ; il joue sur le sens des mots et sur la valeur des faits, telle la *contraction statique* musculaire que Ling n'impose ni dans le sens ni dans le fait critiqués par M. Demeny ; telle encore, la critique *du jeu de bascule de l'omoplate dans le soulèvement des bras*, critique qui prouve l'incompétence de M. Demeny en anatomie et en physiologie du mouvement. J'en passe, et des meilleures, ou plutôt des pires. Par ce procédé simpliste, M. Demeny se donne le beau rôle de censeur scientifique impeccable d'une méthode qui a fait ses preuves d'excellence pendant un siècle et qu'il a reconnue lui-même être « admirable... et constituant un » travail tout fait... dont les moyens » sont toujours adaptés au but poursuivi » (*sic*). M. Demeny a beau jeu *aujourd'hui car tout le monde ignore...* Mais gare à *demain*, jour prochain d'ailleurs, où les yeux se dessilleront. Il aura à rendre compte alors de ses actes, autrement que par des mots ou par l'équivoque. La justice est immanente.

8° M. Demeny dit « qu'il n'a pas de temps à perdre en disputes stériles ». Ce ne sont pas des disputes que nous provoquons, *ce sont des faits que nous établissons, au moyen de documents fournis par M. Demeny lui-même*. Toute échappatoire est donc impossible.

9° La Commission de Gymnastique du 18 octobre 1887 est dissoute « *sans bruit et sans scandale* » parce que Marey ne « *voulut pas couvrir* » de son nom des actes n'ayant rien à voir avec le but proposé, ne reparut pas, dévoila les faits ». La Commission d'Éducation physique mort-née, du 31 octobre 1898, dont M. Demeny fut nommé rapporteur, ne tint que deux séances. Marey, qui était membre de cette Commission n'y parut pas, mais il écrivit pour demander la refonte du *Manuel de l'Instruction publique*, rédigé par M. Demeny.

Le 22 décembre 1904, c'est-à-dire huit mois après la mort de Marey (15 mai 1904), la Commission interministérielle pour l'unification des Méthodes en Éducation physique est nommée. Son caractère est plus politique que scientifique, d'ordre plus privatif que national. M. Demeny, soutenu par la politique et par l'Union des Sociétés de gymnastique, y « prend » une place prépondérante ». Il est le seul physiologiste français, nommé par le Président de la République française. L'Union, à laquelle il a sacrifié son passé suédiste le soutient, et l'impose au Gouvernement comme étant le seul savant français compétent en matière de physiologie et de pédagogie du mouvement physique, ce qui n'est pas flatteur pour les savants de l'Institut, de l'Académie de Médecine et du Collège de France. M. Demeny, qui n'est pas docteur en médecine, dirige ainsi les travaux de cette Commission. C'est pourquoi ils avortent piteusement avec le *Manuel de l'Instruction publique* de 1909 ; comme ont d'ailleurs avorté les travaux des deux précédentes Commissions auxquelles M. Demeny prit une part active ; comme a également avorté le Règlement militaire, du 22 octobre 1902, dont il est l'auteur. Pour s'imposer ainsi à un pays tel que la France, fait de claire raison, il faut avoir l'esprit clair et les reins solides. M. Demeny y a cassé les siens. Marey avait donc raison de constater son « défaut... d'instruction sérieuse en physiologie ».

10° Dès le 23 novembre 1903, M. Demeny a le sentiment qu'il va s'enliser dans la « mare stagnante » du « triste milieu » ; aussi nous propose-t-il une union sur un terrain où d'avance nous nous serions embourbé

avec lui, pour si peu que nous lui eussions tendu la main. Nous la lui avons refusée parce que l'équivoque aurait été mortelle à l'idée que nous défendons. C'est à M. Demeny que la France doit de se débattre encore dans les discussions de Méthode. S'appuyant sur ses travaux et sur son ancienne situation au laboratoire de Marey, il s'est imposé ; on a cru en sa parole scientifique, on l'a suivi. Dans ses « suivants » se trouvait l'*Union des Sociétés de gymnastique de France* ; celle-ci avait tout intérêt à faire dévier le mouvement de la réforme en sa faveur, c'est pourquoi elle trouva auprès de M. Demeny le pavillon « scientifique » nécessaire à laisser croire qu'elle évoluait avec la Science *alors que vraiment elle voulait avant tout faire évoluer la Science en sa faveur en lui imposant le mandat impératif de son bon vouloir, pour ses besoins personnels*. Si l'*Union* n'avait pas trouvé dans M. Demeny l'homme indispensable à ses besoins, elle n'aurait pu se couvrir du pavillon scientifique et son rôle eût été fort restreint auprès des pouvoirs publics.

C'est pourquoi nous avons cru devoir repousser toutes les avances qui nous ont été faites depuis de longues années. Coûte que coûte nous avons voulu nous préserver de tout contact avec un organisme « puissant du jour » qui nous eût happé. Il eût tué la réforme que nous poursuivons depuis un quart de siècle.

Quatre jours après nos conférences sur *l'Education physique*, à la Faculté de médecine de Paris, les 24-25 mai 1910, nous recevions la lettre suivante, que nous possédons, d'un ami de M. Demeny.

X..., le 29 mai 1910.

Cher confrère,

Vous avez su, certainement, quel développement rapide prenait la Section parisienne de la Ligue de l'Education physique. Un grand mouvement se produit, dans lequel votre rôle est trop considérable pour que vous ne soyez pas heureux de le voir aboutir. Je crois seulement que, depuis quelques années, vous avez exagéré dans le sens de la gymnastique suédoise.

L'opinion française ne lui sera pas favorable, et vous avez vous-même une personnalité trop forte et un rôle trop intéressant dans la création de l'Education physique moderne dans notre pays, pour vous mettre à la remorque du colonel Coste, du général Canonge, etc., et nous faire accepter une gymnastique étrangère et démodée même parmi les médecins suédois. Philippe Tissier peut se passer de ces auxiliaires et de ces répondants : vous l'avez trop souvent montré pour que j'y insiste.

Bien cordialement votre dévoué.

Dr X...

Si, personnellement, j'avais jugé nécessaire pour la défense même de l'idée que je poursuis, de me tenir sur l'expectative à l'égard de M. Demeny, je fus très heureux de donner mon approbation entière à la démarche que fit auprès de lui M. le docteur Dausset, secrétaire général de la Section de la Seine de la Ligue française de l'Education physique *pour lui offrir en mon nom d'entrer dans le Comité, au moment de sa fondation à Paris*. Je n'allais pas vers le « triste milieu », *mais j'essayerais d'en faire sortir M. Demeny, en le plaçant dans un milieu scientifique d'élite* puisque l'éminent savant, M. le docteur Gilbert, professeur de clinique à la Faculté de médecine de Paris et membre de l'Académie de médecine, est le président de la Section de la Seine, avec pour vice-président M. le professeur Weiss, sous-directeur de la Station Physiologique du Parc-des-Princes.

M. Demeny demanda à réfléchir.

Sa réponse arriva quelques jours plus tard mais, coïncidence très suggestive, elle ne fut remise au président Gilbert qu'au *cours même de la première réunion de la Section*, à la séance constitutive de la formation du Comité, *au moment précis où on allait procéder à l'élection des membres*

du bureau, dans un milieu indécis au sujet de la valeur réelle des méthodes en éducation physique. Cette réponse pouvait jeter le doute dans les esprits et empêcher le bureau d'être élu.

Voici la copie du procès-verbal de cette séance du 4 mars 1910¹ :

« Le Président lit une lettre envoyée par M. Demeny, chargé du cours d'Education physique de la ville de Paris.

Monsieur le Président,

La Ligue Nationale de l'Education physique que vous voulez faire revivre en l'appelant *française* m'intéresserait si vous lui conserviez la largeur de vue de son initiateur Paschal Grousset.

En vous mettant sous le patronage de Ling, il me semble que vous voulez en restreindre le rôle à la propagation du système suédois.

Je connais trop, pour ma part, les lacunes et les erreurs de ce système exclusif, pour songer à condamner notre jeunesse française à une éducation qui ne lui sied point.

Je regrette donc de ne pouvoir vous donner mon adhésion dans ces conditions...

Recevez, etc.

G. DEMENY.

« En réponse à cette lettre, le Président, M. Gilbert, prie le docteur Dausset de lire l'article des Statuts ainsi conçu : « Art. 2. — *La Ligue a pour objet de développer... comprenant : les mouvements ordonnés basés sur les principes de la gymnastique de Ling, avec adjonctions ou modifications apportées par les recherches scientifiques, actuelles ou à venir.* »

« Le Dr Maurice Faure explique les motifs qui ont poussé M. Demeny à écrire cette lettre ; il parle de la gymnastique suédoise et de la gymnastique éclectique, disant que M. Demeny accepterait cette phrase avec l'énumération des divers systèmes : Ling, Amoros, Clias, etc...

.....
» Le président, M. Gilbert, déclare que M. Demeny a tort de choisir dans une phrase trois mots (principes de Ling) en faisant abstraction du reste ; cette phrase ayant été établie afin de laisser la porte ouverte à toutes les innovations, pourvu qu'elles soient conformes à la vérité scientifique. »

En 1903, M. Demeny écrivait les lignes suivantes dans la Préface du livre du commandant Lefébure : « *L'Education physique en Suède.* » « *Ling part de principes vrais et, dans l'application, les moyens sont toujours adaptés au but poursuivi... Ce qui existe en Suède est admirable et témoigne de la sagesse et de la volonté d'un peuple fort, supérieur à nous sous le rapport de la discipline et de la conception de l'éducation physique... Le système suédois constitue un travail tout fait. En accepter les exercices en donnant à ceux-ci un nom nouveau, cela importe peu, on en bénéficie toujours ; mais sous le nom de gymnastique suédoise enseigner des à peu près informes est chose malhonnête parce que l'on trompe ceux que l'on devrait éclairer.* »

L'éclectisme de la gymnastique « dite française », créée par M. Demeny après 1903, n'est que la méthode de Ling abâtardie par un « à peu près » informe. J'ai critiqué « une chose malhonnête » parce que j'ai voulu « éclairer » ceux que l'éclectisme « trompait ».

Ne voyant dans toutes nos discussions que l'intérêt supérieur de la France et de la race nous avons toujours tendu une main à nos adversaires, tandis que nous nous accrochions fortement de l'autre à la vérité

1. — *Revue des Jeux scolaires et d'Hygiène sociale*, Janvier-février-mars 1910, p. 22.

scientifique, afin d'y mieux trouver un point d'appui solide nous permettant d'extraire nos adversaires de la mare stagnante dans laquelle ils s'enfonçaient peu à peu. Ils n'ont voulu accepter cette main qu'à la condition que nous lâchions l'autre. C'était le suicide.

RÉSUMÉ

SCIENCE et CONSCIENCE.

M. Demeny et le Président de l'*Union des Sociétés de gymnastique* sont les artisans de la dualité établie entre le Ministère de la Guerre et le Ministère de l'Instruction publique, entre l'Ecole et la Caserne. En voici les raisons :

Dans une série d'articles publiés dans la *Revue scientifique*, et que j'ai placés comme « *Introduction* » dans mon livre *l'Education physique : Cent ans d'erreur — L'Éducation physique en France au XIX^e siècle. — Le Rôle de l'Etat. — Le Rôle de l'Initiative privée* », j'avais dit la cause de notre retard en éducation physique, due à la mauvaise méthode de gymnastique suivie à l'Ecole militaire de gymnastique de Joinville.

Le Congrès d'Education physique de 1900 avait établi le même fait et demandé une réforme dans l'enseignement de cette école en faveur de la méthode éducative suédoise.

L'Ecole de Joinville entra résolument dans la nouvelle voie, elle modifia complètement sa méthode. Son enseignement devint suédois.

Jusqu'à ce jour, cette école avait fourni aux Sociétés de gymnastique des moniteurs éduqués d'après la méthode allemande. Ces professeurs conservèrent donc cette méthode et continuèrent à l'appliquer dans leurs Sociétés, et, comme ils étaient en même temps professeurs de gymnastique dans les lycées et les collèges de l'Etat, ils continuèrent à y enseigner la gymnastique acrobatique.

L'*Union des Sociétés de gymnastique* avait tous ces professeurs en main par ses Sociétés mêmes ; il arriva donc que la grande directrice de l'Education physique dans l'enseignement secondaire fut l'*Union des Sociétés de gymnastique de France*. Or, au moment de l'évolution de l'Ecole de Joinville, le président de cette Union eut à ménager les professeurs de ses Sociétés. Ceux-ci, anciens caporaux ou sergents instructeurs de l'ancien Joinville ne comprirent pas suffisamment la nécessité de la réforme qui s'imposait. Quelques-uns essayèrent de l'appliquer sincèrement, mais comme il s'agissait d'une science exacte, disciplinant le mouvement, à laquelle ils n'étaient pas préparés, ils ne purent aboutir, aussi accusèrent-ils cette science d'être ennuyeuse. Il arriva donc que tandis que Joinville, par son état-major d'officiers d'élite, aiguillait sur la nouvelle voie, l'*Union des Sociétés de gymnastique*, par ses cadres de sous-officiers, se maintint dans l'ancienne voie, ou à côté, quand elle voulut donner satisfaction à une réforme dont elle ignorait les principes mêmes. — « *On arrive avec son cerveau.* » — Le contre-coup se fit aussitôt sentir dans les lycées et collèges. L'Université voulut procéder comme l'armée ; mais, ici, elle trouva en face d'elle ses professeurs de gymnastique et, avec eux, les soutenant, l'*Union*, par laquelle ils étaient également rémunérés. C'est alors que l'Université s'unit à l'*Union* afin d'élever le niveau d'instruction des professeurs de gymnastique et qu'elle ouvrit avec le concours de l'*Union*, à Paris, du 1^{er} au 31 août 1903, un *Cours théorique et pratique de gymnastique*, au lycée Jeanson-de-Sailly. Toutes les dépenses occasionnées par le déplacement des maîtres furent couvertes par le Ministère de l'Instruction publique et par l'*Union*. Les trois professeurs de ce cours, dont M. De-

meny fut nommé le directeur, sont encore à l'heure actuelle *rémunérés* non par l'Instruction publique, mais par l'*Union*.

Par la suite, ce modeste *Cours théorique et pratique de gymnastique* fut appelé : *Cours supérieur d'éducation physique*.

Nous avons applaudi à cette œuvre. Voici comment nous souhaitons la bienvenue aux professeurs :

« Avec de tels maîtres, la cause de la gymnastique rationnelle est en » bonnes mains... Nous aurons à revenir sur ces choses excellentes. » (*Revue des Jeux scolaires*, juillet 1903, page 107). » Nous publiâmes également le programme complet de ce cours dans la même *Revue* du mois suivant (août 1903, page 113).

Nous fumes donc l'ami de la première heure de cette œuvre. Cependant il fallut nous rendre à l'évidence, ce Cours n'avait été fondé par l'*Union* que pour mieux servir ses propres intérêts, en imposant, sous le couvert d'une science qui avait évolué en sa faveur, la méthode empirique contre laquelle nous luttons précisément. Nous crûmes devoir alors prévenir l'Université de l'erreur qu'elle allait commettre car nous prévoyions tout ce qui est d'ailleurs arrivé depuis ce jour.

Nos avis ne furent pas pris en considération, l'Université passa outre. L'*Union* continua donc, avec le concours de l'Instruction publique à appliquer sous le couvert de « l'éclectisme », oh ! puissance désastreuse des mots ! la méthode de l'ancien Joinville. Elle imposa des *Mouvements et non, de l'Education physique*, soit aux agrès, soit dans les gestes incoordonnés d'assouplissement. L'Université avait cru bien faire ; elle fut induite en erreur parce qu'elle n'était pas préparée, par sa fonction intellectuelle même, à une telle réforme physique. Réforme profonde, radicale, *incompréhensible* pour tous ceux qui ne pratiquent pas eux-mêmes le mouvement physique afin de mieux comparer, d'après le travail de leurs muscles, la valeur exacte des méthodes en présence.

D'ailleurs M. Demeny avait émasculé la méthode suédoise de Ling ; il lui avait enlevé toute la partie virile, il n'en avait pas compris les principes. L'*Union*, en demandant le rétablissement des agrès amorosiens, réagissait sans le savoir, non contre la méthode de Ling qui est athlétique avec les athlètes, mais contre la méthode anodine et bâtarde de M. Demeny. Or, c'est M. Demeny qu'elle choisissait précisément pour détruire l'œuvre même qu'il avait si légèrement édifiée ! M. Demeny revint donc aux agrès amorosiens qu'il avait condamnés par ignorance de la valeur éducative athlétique des agrès de Ling auxquels il n'avait pu ni su s'entraîner dans le très rapide séjour qu'il fit en Suède, au cours de sa mission. D'autre part, depuis le 18 octobre 1887, M. Demeny était devenu le conseiller technique du Ministre de l'Instruction publique. Ayant rédigé le *Manuel* de 1891 il avait l'oreille des Bureaux. La fonction des Bureaux n'étant pas d'expérimenter personnellement la valeur des méthodes, en exécutant eux-mêmes les exercices physiques, M. Demeny eut toute liberté d'action, car il était considéré par les Bureaux — cette magistrature assise de l'Administration — comme le parangon debout, actif et agissant de l'Education physique. D'où l'erreur, d'où la formation du courant dirigé par l'*Union* et favorisé par l'Université.

Cependant, du nouveau Joinville, qui avait adopté la méthode virile de la Suède, sortaient tous les ans des maîtres mieux éduqués dans le mouvement discipliné de la gymnastique de formation, et dans le mouvement libre de la gymnastique d'application athlétique.

L'*Union* fit alors nommer le 22 décembre 1904 une Commission interministérielle pour l'unification des méthodes, pensant ainsi forcer l'École de

Joinville à modifier son enseignement d'après la directive imposée par la dite Commission, laquelle, ainsi que je l'ai établi plus haut, n'était que le reflet de l'Union. Son président, M. Cazalet, y avait fait nommer pour y représenter la *Ligue girondine de l'Éducation physique*¹, c'est-à-dire, *notre œuvre même, œuvre qui nous est personnelle, que nous avons fondée en 1888, dont nous sommes le Président et que nous dirigeons depuis vingt-deux ans*, un de ses Présidents d'honneur, n'ayant aucun titre nécessaire à l'élaboration d'une *méthode rationnelle* d'éducation physique.

Ainsi, par ce mouvement tournant, M. Cazalet violentait notre œuvre qui est *suédiste* pour la placer, sans *notre autorisation et contre notre volonté même*, dans une Commission *anti-suédiste*. Étant éloigné de Paris et du centre d'action de cette vilainie, nous ne pouvions savoir ce qui se passait, nous ne l'apprîmes que plus tard, quand nous pûmes constater que M. Cazalet, nous ayant ainsi pris notre *IDÉE*, *pour laquelle nous luttons depuis bientôt un quart de siècle*, l'avait dénaturée afin de mieux nous combattre *par nous-même, au moyen de l'équivoque*, en se servant de notre œuvre, la *Ligue girondine*. Il s'appropriait ainsi, avec une désinvolture sans scrupule, un domaine qui nous appartient. Il nous en chassait, il supprimait le but de toute notre vie. Malgré cela, nous saluâmes encore l'ouverture des travaux de cette Commission interministérielle, estimant que notre personnalité devait s'effacer devant ce que nous croyions alors être le bien de la France. (*Revue des Jeux scolaires*, novembre 1905, p. 154.)

L'œuvre de cette Commission où M. Demeny a « occupé une place prépondérante » a avorté. Il ne pouvait en être autrement par l'imprécision même de la question posée et de la méthode de travail adoptée. Travail de phalène allant vers la lumière et se buttant vainement à l'obstacle sans aboutir, malgré l'agitation et le bruit.

« Cette Commission, dit le rapporteur, M. le général Mercier-Milon, » abstraction faite des études et travaux confiés aux différentes sous-commissions qu'elle a dû constituer, a consacré quatorze séances à » l'accomplissement de sa tâche »². Comme conclusion, le rapporteur constate « que la Commission interministérielle est restée pour ainsi dire, à » l'entrée du chemin, faute de se sentir suffisamment outillée et armée » pour le parcourir en entier » — et il ajoute — « il n'en faut pas moins » reconnaître qu'elle a bien jalonné la direction ». Étrange satisfecit, après l'aveu d'impuissance si nettement formulé. Comment peut-on jalonner une direction, à l'entrée d'un chemin, faute d'être suffisamment renseigné sur le parcours à suivre ? On ne jalonne que sur place, et non à vue de nez. Des mots ! toujours des mots ! La Commission reconnaît que tout est à faire au point de vue de l'Éducation physique dans l'Université, dans les lycées, les collèges, et les écoles de la campagne. Elle cherche une solution, elle la trouve naturellement, ayant été nommée par l'Union, dans l'organisation des Sociétés de Gymnastique. « Ce n'est qu'à » partir du jour où les Sociétés de Gymnastique se seront multipliées à » l'infini (sic) et seront fréquentées assidûment par les enfants ou jeunes » gens de toutes les classes sociales (sic) qu'on pourra considérer l'armée » comme ne recevant plus que des hommes tout prêts à être transformés » en soldats ; cela est le but qu'on aperçoit au loin, très loin, qu'on n'atteint » dra peut-être jamais, mais dont il faut pourtant se rapprocher toujours,

1. — Aujourd'hui *Ligue Française de l'Éducation physique*.

2. — GÉNÉRAL MERCIER-MILON : *Compte rendu de la Commission interministérielle de Gymnastique*, in *Règlement sur l'Instruction de la Gymnastique dans les Sociétés*. Paris, Charles Lavauzelle 1908, pages 16-18-19.

» de plus en plus ». Encore une nouvelle constatation d'impuissance ! Pourtant ce but est tout proche, *il est dans notre main*, AVEC L'ECOLE par l'instituteur à la campagne ; et par l'officier à la ville, dans les lycées et collèges, comme professeurs d'Éducation physique. *Il peut être atteint tout de suite*. Pourquoi créer un organisme nouveau, avec les Sociétés de Gymnastique indépendantes de l'État et pouvant, à un moment donné *entrer en conflit soit politique, soit religieux avec le Gouvernement ?* Ce but s'éloignera de plus en plus parce qu'avec les Sociétés de Gymnastique les conditions du succès sont trop conditionnelles et trop aléatoires. *La solution est à L'ECOLE unie à la CASERNE et non à L'ASSOCIATION*. Pour résoudre ce problème, bien simple, mais insoluble pour la Commission interministérielle qui a travaillé dans le vide, à cause des Sociétés de Gymnastique, la dite Commission ne trouve rien de mieux que de demander la constitution d'une *Commission de l'Éducation physique en France*. Solution banale, mais Administrative !

L'École de Joinville voulut faire œuvre personnelle, ayant constaté que la dite Commission recherchait plutôt à servir les intérêts de l'Union, et ayant accepté la réforme, elle entendait la mener à bien, *sans équivoque*. Elle ne participa donc pas à ses travaux. Ainsi fut creusé plus profondément encore le fossé entre les deux Ministères de la Guerre et de l'Instruction publique. Celui-ci a subi la loi de l'Union des Sociétés de Gymnastique, avec l'Eclectisme ; celui-là a conservé toute sa liberté d'action avec la méthode rationnelle ; c'est pourquoi deux Règlements opposés dans leurs tendances et dans leur mentalité ont été publiés : le *Manuel* de l'Université et le *Règlement* de l'Armée. Le *Règlement des Sociétés de gymnastique* reflète, il va sans dire, les idées de l'Union. C'est pourquoi, plus que jamais, la lutte pour la *Méthode* continue. C'est au sujet de la *Méthode* que nous eûmes, à propos du Congrès Olympique de Bruxelles en 1905, à prendre la grave décision dont nous avons parlé plus haut. Nul enseignement ne peut exister sans la Méthode. L'Union ne veut s'inféoder à aucune Méthode, pour s'en tenir, dit-elle, à l'enseignement de M. Demeny. Donc, M. Demeny n'a pas de Méthode, à moins que l'Union ne joue double jeu en ne s'inféodant à aucune méthode, *sauf à la sienne, c'est-à-dire à celle de M. Demeny, à celle du Cours supérieur d'éducation physique qu'elle rémunère*. Alors pourquoi n'avoue-t-elle pas franchement qu'elle veut régenter la pédagogie française et, par cette pédagogie, la France elle-même, en lui imposant sa volonté en éducation physique, c'est-à-dire sa méthode, que le témoignage scientifique des faits dit être mauvaise !

Ce serait plus loyal.

L'Union croit bien faire. Cependant, puisqu'il lui est prouvé qu'elle se trompe, elle doit accepter le témoignage des faits et modifier sa conduite. Les concours ne lui ont jamais fait défaut. Elle les a eu immenses jusqu'à ce jour. Les frais d'organisation de ses fêtes fédérales sont très élevés. La Ville de Bordeaux vota en 1905 une subvention de 100.000 francs. Depuis trente-six ans que l'Union organise des fêtes, à une moyenne de 50.000 francs par manifestation, cela donne un total de *un million huit cent mille francs*, extrait des budgets urbains en sa faveur. Que de bien elle aurait pu faire avec ce même argent, *si une méthode rationnelle* d'éducation physique avait présidé à ses dépenses ! Que de temps, d'argent et de santé gaspillés ! Le pire est que de telles manifestations créent et renforcent de fausses mentalités à l'égard de l'éducation physique et empêchent la vérité de s'affirmer. Que de médecins aujourd'hui encore *palpent les biceps* pour savoir si une bonne éducation physique a été appliquée ! Il faut en finir. Il faut que l'État, *qui est responsable*, s'appuie désormais sur le témoignage des faits vraiment scientifiques, il faut qu'il

fasse cesser toutes les discussions. Il n'a qu'à suivre l'École de Joinville, à favoriser et à étendre sur toute la France la méthode éducative pédagogique, qu'elle donne aux instituteurs. La solution de l'éducation physique est au foyer par la mère, et à l'école par l'instituteur.

C'est pourquoi nous demandons que l'entente s'établisse entre les Ministères de la Guerre et de l'Instruction publique, et qu'elle soit scellée par l'entrée des officiers de l'armée active dans les lycées et collèges, au titre de professeurs d'Éducation physique.

Chaque chose ayant été ainsi mise à sa place, les œuvres d'initiative privée irresponsables vis à vis de la Nation, telle l'*Union des Sociétés de Gymnastique*, rentreront dans leur propre domaine qu'elles n'auraient jamais dû abandonner, car s'il en était autrement, rien ne prouve qu'un jour elles ne soient délogées à leur tour par d'autres grandes Associations rivales, politiques ou religieuses, et que la France ne cesse d'être ballottée entre des courants contraires et violents.

L'Éducation physique, telle que nous la concevons, est une question d'Hygiène sociale. *La neutralité s'impose*, celle-ci ne peut être assurée que par l'*Armée entrant à l'École*. C'est pourquoi il est nécessaire que l'École de Joinville prenne seule la direction de l'Éducation physique masculine, en France, et que le mouvement tournant tenté contre elle avec la création des *cinq Écoles régionales* et de l'*Institut civil d'Éducation physique* soit déjoué. Sinon, ce sera toujours le gâchis dont la France pâtira.

Jusqu'à ce jour l'initiative privée a tout donné sous sa seule responsabilité. Les groupements de gymnastes et de sportifs ont agi en *francs-tireurs* de l'idée physique. Le moment est venu pour l'État d'en prendre la direction. L'éducation physique est un aliment autant qu'un remède. L'État protège la Société contre la vente des denrées alimentaires douteuses ; il réglemente la vente des remèdes ; il ne peut se désintéresser de l'éducation physique.

Nous avons cité dans notre dernier numéro l'article publié par M. Sam-bardier, dans la *Dépêche de Lyon*, du 19 août 1910, au sujet des fêtes des Sociétés de gymnastique. Parlant des jeunes gymnastes, il dit : « Ces mou- » tards, on les avait abandonnés aux nocturnes dangers de la grande ville, » dangers dont quelques-uns menacent la vie du corps lui-même. Il aurait » mieux valu, sans doute, pour beaucoup de ces noctambules d'occasion » n'avoir jamais fait de gymnastique et n'être pas venus se frotter aux » périls d'une nuit de grande ville... Il est bien entendu que toute fête doit » profiter au commerce local !... »

M. Asthon Passerieu écrit dans le *Gymnaste* du 4 Mars 1905, page 931, à propos de la gymnastique française mise en parallèle avec les sports :

« Qui vient dans nos fêtes de Sociétés ? Les anciens gymnastes et leurs familles, des amis, quelques profanes, surtout en province, où les distractions sont si rares. Dans nos Fêtes fédérales, fêtes d'Associations ou autres concours ? Les mêmes et puis la foule, ces grandes manifestations coïncidant habituellement avec la présence du Président de la République, celle d'un ministre ou d'un préfet, venus pour inaugurer quelque chose ou présider une cérémonie quelconque. C'est là la grande attraction..... Il a vu (le public), des productions en groupes, quelques gymnastes travailler, c'est tout ».

Renchérissant sur cette constatation, M. H. Avoiron, rédacteur en chef du *Gymnaste*, rendant compte dans le numéro du 29 Avril 1905, page 1.128 de ce journal, de la Fête fédérale de Bordeaux, dit :

« Il y a foule devant un magasin pour contempler M. Loubet et notre camarade Cazalet, en *cire (sic)*, grandeur naturelle, assez ressemblants, ma foi, assistant du haut d'une tribune à des évolutions de minuscules gymnastes également en cire. Un journal illustré reproduit M. Loubet faisant fonctionner un bain-douche ; Marrot, Laparra, le préfet Lutaud, le maire Daney exécutant des exercices audacieux aux engins ; le président Cazalet en général, drapeau

déployé, traversant un portique ! Notre président est photographié jusque sur une affiche recommandant un apéritif (pas de réclame !)

... Eh bien, non, non ! le commerce local ne doit pas bénéficier du Jeu pour la Patrie.

Le Jeu pour la Patrie n'est pas le Jeu pour le Mastroquet.

Avec M. Cyr Van Overbergh, directeur général de l'Enseignement supérieur au Ministère de l'Instruction publique de Belgique, nous disons¹ :

« L'expérience suédoise ne doit pas être regardée avec des yeux de fétichiste. Chacun peut songer à améliorer, si possible, tel ou tel exercice ; rien n'est sacramentel. Mais depuis cent ans, l'esprit critique opère là-bas (en Suède) sur une expérience quotidienne et positive et épure le travail gymnastique à ce point, qu'il paraît, pour le moins téméraire aux yeux de ceux qui ont la responsabilité de l'Education nationale des peuples, de ne point s'approprier maintenant ces méthodes de préférence à toutes autres. »

Tandis qu'en Belgique la question est définitivement tranchée en faveur de la Méthode Suédoise, en France on délibère encore, on palabre, on discute, on dispute, on laboure l'Océan ! Il faut en finir, pour l'honneur même du génie de la France !

Nous avons dit tout ce qu'il fallait dire sans animosité, sans colère, froidement, prêt à tendre la main à l'adversaire, à la fin de ce débat, que nous avons voulu être toujours loyal. Notre main est tendue : mais à la condition qu'il n'existe plus d'équivoque sur la valeur ni dans l'application de la méthode suédoise. Nous demeurons ferme sur cette position. On ne détourne pas le lit d'un gave avec de flexibles claies d'osier, mais avec des épis de rocs rigides, raidis contre la poussée impétueuse de courants désordonnés et multiples.

CONCLUSION

Notre conclusion sera celle du Congrès des Maires de France :

La santé est le premier capital de l'homme et particulièrement du travailleur des villes et des champs ; elle préside à la fortune en formation ; elle influe sur la race par la mère. L'éducation physique basée sur une méthode rationnelle des exercices du corps est un puissant auxiliaire, sinon le principal facteur de ce capital. La race française dégénère, l'alcoolisme, la tuberculose, l'avarie l'atteignent profondément comme il y a un siècle, était atteinte plus profondément encore la Suède.

Celle-ci s'est relevée avec le concours d'une éducation physique rationnellement appliquée. L'intégrité du territoire ne peut être assurée que par le nombre et la qualité de ses défenseurs ; le nombre et la qualité diminuent de jour en jour en France.

Nous ajoutons :

Les hommes d'action qui se placent bénévolement, car rien ne les y oblige, à la tête des Associations de gymnastique assument de ce fait une lourde responsabilité vis-à-vis de la Patrie s'ils sacrifient à une émotivité passionnée et égoïste, les droits imprescriptibles de la raison ; s'ils font ployer le témoignage des faits scientifiques et statistiques devant la présumptueuse affirmation d'un chauvinisme incompetent.

Il faut savoir surtout si la science, aux spéculations désintéressées, doit capituler devant les spéculations théoriques moins désintéressées de mentalités créant l'équivoque, retardant l'évolution de notre race, et diminuant de ce fait la valeur du rendement humain, individuel, social et national.

L'éducation physique, dont le procès en France a beaucoup d'analogie avec celui de l'Affaire, est la grande affaire, elle ne saurait être une affaire.

1. — CYR VAN OVERBERGH : *La Réforme de l'Enseignement*, d'après le premier Congrès international d'Expansion Mondiale. Mons 1905 ; Paris, Félix Alcan, 1906, T. I, page 49.

